



Lotterie- und Wettkommission
Commission des loteries et paris
Commissione delle lotterie e delle scommesse
Swiss Lottery and Betting Board

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les cantons durant l'année de contribution 2016

Rapport de la Comlot à l'intention de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM)

Berne, le 14 septembre 2017

Commission des loteries et paris
Schauplatzgasse 9
CH-3011 Berne
Téléphone +41 31 313 13 03
Fax +41 31 313 13 00
info@comlot.ch

Résumé

Les entreprises de loteries et paris sont tenues de verser aux cantons chaque année une taxe sur la dépendance aux jeux en vertu de l'art. 18 de la Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP). La CDCM a chargé la Comlot de rédiger un rapport annuel sur l'utilisation de ladite taxe dans les cantons.

Le rapport a été modifié sur quelques points ces dernières années, notamment dans le domaine des réserves détenues auprès de prestataires externes ainsi que des indications chiffrées des contributions qui n'ont pas été utilisées exclusivement pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. Cette année, aucune modification majeure n'a été apportée aux instruments de rapport. Dans le cadre de la préparation et de l'établissement du rapport actuel, la Comlot a directement contacté plusieurs cantons afin de clarifier quelques points spécifiques. Elle a ainsi pu répondre à des questions restées en suspens. Le fait que ce rapport en est à sa troisième édition permet d'établir des comparaisons avec les années précédentes, et de tirer de premiers enseignements sur l'évolution de l'affectation des fonds.

En 2016, les cantons alémaniques et le Tessin ont utilisé au total 107,1 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2015. Pour la première fois depuis le début de l'établissement des rapports il y a trois ans, les dépenses ont dépassé les fonds effectivement attribués au titre de la taxe sur la dépendance au jeu durant l'exercice sous revue. Le taux d'utilisation atteint 98,7 % en Suisse romande. Comme les années précédentes, on dénote toutefois de fortes différences entre le taux d'utilisation des fonds d'un canton à l'autre. S'agissant de l'utilisation de la taxe par catégorie de prestations, on constate globalement que la majeure partie des fonds a été attribuée au domaine de la prévention et de la détection précoce, ainsi qu'à celui du conseil et du traitement. La prévention et la détection précoce ont été soutenues par l'ensemble des cantons. 22 d'entre eux ont financé des offres de conseil et de traitement au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu 2015. La taxe a servi plus rarement à financer des mesures de recherche et d'évaluation, ainsi que de formation et de perfectionnement. Ces résultats coïncident largement avec ceux des deux dernières années. Durant l'année de contribution sous revue toutefois, davantage de moyens ont été une fois de plus affectés au domaine de la prévention et de la détection précoce, tandis que la part consacrée au conseil et au traitement est restée similaire à celle de l'année précédente. Le rapport révèle en outre que les fonds issus de la taxe ont été majoritairement affectés à la lutte contre le jeu excessif, mais, comme ces deux dernières années, ils ont été également utilisés dans une moindre mesure pour lutter contre des addictions connexes, telles que la cyberdépendance. L'analyse des contributions affectées à des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou à des contributions structurelles révèle que, comme un an plus tôt, le plafond de 20 % recommandé par la CDCM a été respecté par les cantons et n'a été dépassé que dans un cas.

Cette année également, les expériences acquises seront prises en considération pour la préparation du prochain rapport. Il s'est avéré que la plupart des questions concernaient l'indication des réserves externes et le chiffrage des montants consacrés aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent. Ces montants n'avaient pas été présentés conformément aux prescriptions dans un premiers temps. Comme l'an dernier, la Comlot recherchera à l'avenir le dialogue avec les cantons en cas de divergences, afin de garantir un reporting correct et transparent. Dans le même temps, elle entend continuer à optimiser dans la mesure du possible les instructions de son guide sur les points précités.

Table des matières

A) Contexte	5
Remarques préliminaires	5
B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2016 (base 2015).....	6
Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu.....	6
Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations	6
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves	9
Réserves détenues par des prestataires externes	10
Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »).....	10
Coopération intercantonale en matière de prévention	10
Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux d'argent en 2016	11
Conclusions et perspectives au terme du troisième rapport	12
C) Rapports des cantons	14
Kanton Aargau.....	15
Kanton Appenzell Ausserrhoden.....	17
Kanton Appenzell Innerrhoden.....	19
Kanton Basel-Landschaft.....	21
Kanton Basel-Stadt.....	23
Kanton Bern.....	25
Canton de Fribourg.....	27
Canton de Genève.....	29
Kanton Glarus.....	31
Kanton Graubünden.....	33
Canton du Jura	35
Kanton Luzern	37
Canton de Neuchâtel	39
Kanton Nidwalden.....	41
Kanton Obwalden	43
Kanton Schaffhausen.....	45
Kanton Schwyz	47
Kanton Solothurn	49
Kanton St. Gallen.....	51
Kanton Thurgau.....	53
Cantone Ticino.....	55

Kanton Uri.....	57
Canton du Valais	59
Canton de Vaud.....	61
Kanton Zug	63
Kanton Zürich	65
Annexe	67

A) Contexte

Remarques préliminaires

La CILP¹ a pour but l'application uniforme et coordonnée du droit sur les loteries, l'affectation transparente des bénéfices des loteries et paris sur le territoire des cantons signataires, et en particulier la protection de la population contre des effets socialement nuisibles de loteries et paris (art. 2 CILP). En marge d'autres bases juridiques visant une protection efficace de la population, l'art. 18 CILP crée les conditions garantissant le financement des mesures de prévention de la dépendance au jeu dans les cantons.

Concrètement, la CILP oblige, au titre de la taxe sur la dépendance au jeu :

- les deux sociétés intercantionales de loterie que sont Swisslos et la Loterie Romande à verser chaque année aux cantons une taxe sur la dépendance au jeu. Celle-ci correspond à 0,5 % du revenu brut des jeux (RBJ) réalisé avec les offres des sociétés de loterie au cours d'une année sur les territoires cantonaux (art. 18, al. 1, CILP). Depuis l'entrée en vigueur de la CILP en 2006, environ CHF 43 millions ont été mis à la disposition des cantons durant les années de contribution 2007 à 2016 pour la prévention et la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ;
- les cantons à affecter le produit de ladite taxe à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Les cantons sont notamment encouragés à collaborer afin de mettre en œuvre des mesures préventives (art. 18, al. 2, CILP).

La CDCM a chargé la Comlot de rédiger, à partir de 2015, un rapport annuel de synthèse sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu et de présenter les résultats obtenus de manière efficace, transparente, systématique et cohérente.

¹ Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse, du 7 janvier 2005.

B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2016 (base 2015)

Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu

Durant l'année de contribution 2016, Swisslos et la Loterie Romande ont versé aux cantons de leur territoire contractuel un montant de quelque CHF 4,5 millions issu de la taxe sur la dépendance au jeu 2015.

Sur la base du revenu brut des jeux réalisé en 2015, Swisslos a transféré aux cantons alémaniques et au Tessin un total de CHF 2 571 099 au titre de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2016, ces 20 cantons ont affecté CHF 2 754 487 à diverses prestations relevant de la prévention et de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence, soit CHF -183 388, a été prélevée sur les fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2016, les cantons alémaniques et le Tessin ont ainsi, pour la première fois depuis le début de l'établissement des rapports, affecté davantage de moyens durant une année que la part reçue pour cette année au titre de la taxe sur la dépendance au jeu ; ils ont en effet reversé 107,1% de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 qu'ils ont perçue. Les années précédentes, le taux d'utilisation s'était établi à 90,6 % en 2015 et à 97,3 % en 2014. La taxe sur la dépendance au jeu de Swisslos a reculé par rapport à l'exercice précédent, puisqu'en 2016, elle a été inférieure de CHF 273 367 au montant dégagé un an plus tôt, accusant ainsi une baisse de près de 10 %. Les dépenses des cantons ont progressé par rapport à l'an dernier. Ceux-ci ont utilisé CHF 177 022 de plus qu'en 2015, ce qui représente une augmentation de quelque 7 %.

Du côté de la Loterie Romande, la part de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 attribuée aux six cantons romands s'est montée à CHF 1 884 113. En 2016, ceux-ci ont affecté CHF 1 859 786 à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence entre la somme versée et les montants utilisés atteint ainsi CHF 24 327. Au total, les cantons romands ont donc dépensé 98,7 % de la taxe sur la dépendance au jeu qu'ils ont reçue. En comparaison avec les deux années précédentes (2015 : 91,4 %; 2014 : 85,4 %), le taux d'utilisation de la taxe reçue a globalement progressé. La taxe sur la dépendance au jeu collectée par la Loterie Romande s'est elle aussi inscrite en baisse par rapport à 2015 ; en chiffres absolus, elle a diminué de CHF 54 097, soit de presque 3 %. En comparaison avec l'exercice précédent, les dépenses des cantons ont augmenté de CHF 88 187, soit de 5 % environ.

Comme les deux années précédentes, le taux d'utilisation de la taxe varie fortement d'un canton à l'autre. Certains cantons ont utilisé le montant de la taxe reçue pour l'année de contribution et puisé dans les réserves issues de leur fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, tandis que d'autres ont affecté une part moins importante de ladite taxe.

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations

Cinq catégories de prestations ont été définies lors de la conception du rapport : prévention et détection précoce, conseil et traitement, recherche et évaluation, formation et perfectionnement, autre. L'annexe contient des explications détaillées et des exemples concernant les différentes catégories.

Les paragraphes ci-après indiquent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 par catégorie de prestations (cf. illustr. 1), tous cantons confondus.

Les prestations de prévention et de détection précoce figurent au premier rang de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu ; 45 % (soit CHF 2 087 468) des fonds issus de la taxe ont en effet été affectés à ce but en 2016. Le conseil et le traitement arrivent en deuxième position, avec 34 % (CHF 1 563 336). Les autres catégories représentent une faible proportion en comparaison : 8 % de la taxe ont été affectés en 2016 à la catégorie de prestations « Autre ». 7 % ont servi à financer des prestations relevant de la catégorie « Recherche et évaluation », tandis que 6 % ont été versés en faveur de la formation et du perfectionnement. Par rapport aux deux années précédentes, les cantons ont à nouveau attribué davantage de moyens à la catégorie de la prévention et de la détection précoce (2015 : 41 %; 2014 : 36 %). Dans le même temps, ils affectaient au conseil et au traitement des moyens proportionnellement similaires à ceux de 2015, mais légèrement inférieurs à ceux attribués en 2014 (2015 : 33 % ; 2014 : 38 %). La répartition des fonds entre les autres catégories est restée plus ou moins constante ces dernières années, en particulier dans le domaine de la recherche et de l'évaluation (2015 : 7 %; 2014 : 8 %). En revanche, la part attribuée à la formation et au perfectionnement a légèrement reculé par rapport aux deux années précédentes (2015 et 2014 : 9 %).

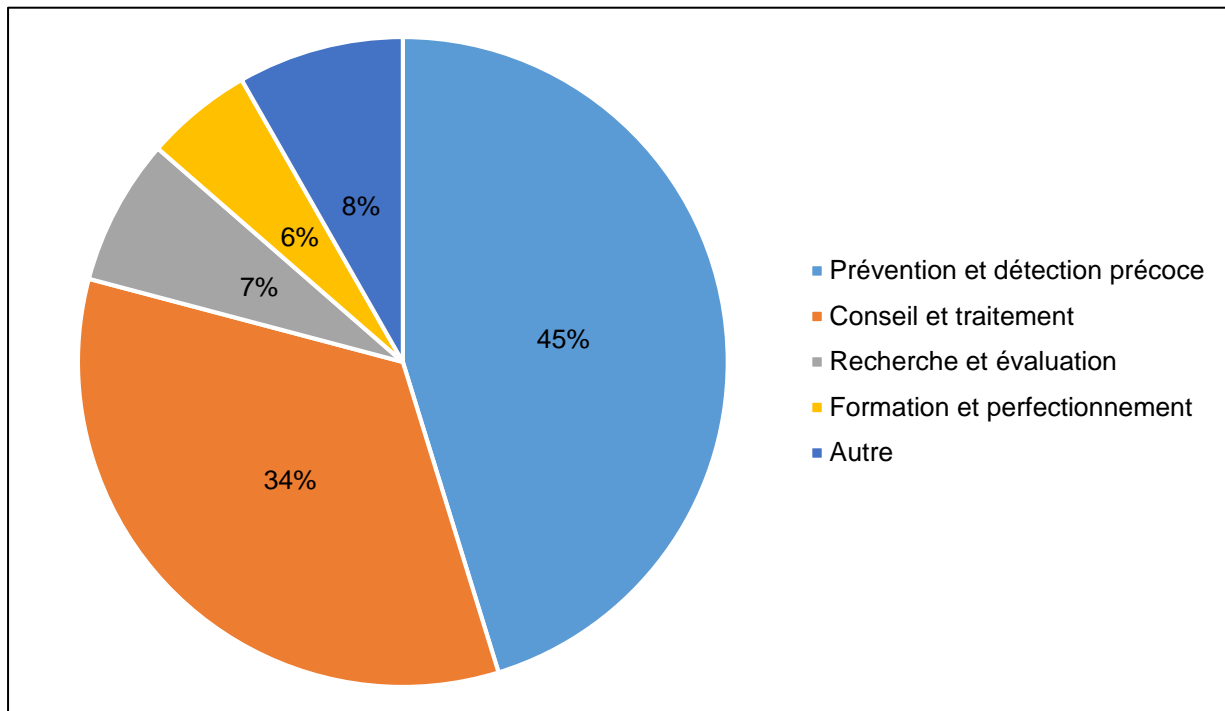
A ce titre, il convient de relever les différences de répartition entre les catégories de prestations selon le territoire cantonal. En ce qui concerne la recherche et l'évaluation par exemple, il est frappant de constater que les cantons romands ont affecté à ce domaine une part de la taxe sur la dépendance au jeu sensiblement plus élevée que les cantons alémaniques et le Tessin. Ceux-ci ont, quant à eux, investi une part notablement supérieure dans le conseil et le traitement comparé aux cantons romands.

Comme l'an dernier, l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations varie fortement entre les cantons :

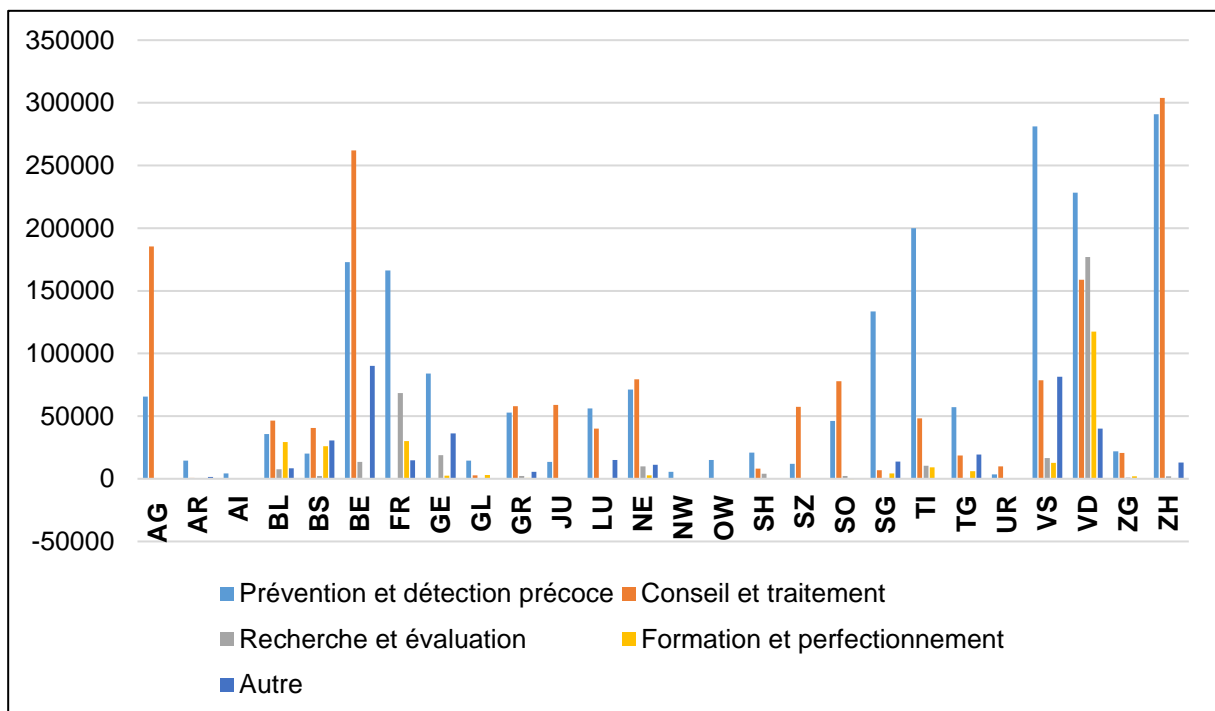
- prévention et détection précoce : moyenne 45 %, valeur maximale 98 %, valeur minimale 17 % ;
- conseil et traitement : moyenne 34 %, valeur maximale 83 %, valeur minimale 0 % ;
- recherche et évaluation : moyenne 7 %, valeur maximale 24 %, valeur minimale 0 % ;
- formation et perfectionnement : moyenne 6 %, valeur maximale 23 %, valeur minimale 0 % ;
- autre : moyenne 8 %, valeur maximale 26 %, valeur minimale 0 %.

Les années précédentes, il était frappant de constater que les cantons n'avaient pas tous affecté les fonds aux différentes catégories de la même manière. Certains avaient cité exclusivement la catégorie « Prévention et détection précoce » alors qu'il ressortait du contexte global qu'il aurait été probablement plus correct d'inscrire les fonds sous une autre catégorie. Les cantons ont été invités à prêter davantage d'attention à l'attribution des sommes aux catégories respectives de prestations durant l'année de contribution sous revue. Dans quelques cas, la Comlot a dû se renseigner auprès des responsables cantonaux, lorsque le contexte laissait supposer qu'une mesure relevait davantage d'une autre catégorie de prestations.

Les cantons sont invités, ces prochaines années également, à veiller à répartir correctement les contributions entre les catégories de prestations et à exiger le détail des versements aux prestataires lorsque les autorités cantonales compétentes ne peuvent pas elles-mêmes répartir et attribuer les montants forfaitaires octroyés par les cantons. Il s'agit de la seule manière de garantir une attribution correcte aux différentes catégories de prestations.



Illustr. 1 : Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations (en %)



Illustr. 2 : Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu 2016 (CHF), par canton et par catégorie de prestations

Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves

Le solde des fonds correspond aux réserves constituées avec les montants issus de la taxe sur la dépendance au jeu.

Les réserves de fonds ont augmenté dans neuf cantons (2015 : 17 cantons). Dans 14 cantons (2015 : 6), elles ont diminué ; en 2016, les sommes dépensées y ont en effet dépassé la part reçue de la taxe sur la dépendance au jeu. Trois cantons ont dépensé exactement le montant reçu durant l'année sous revue, raison pour laquelle le niveau de leur fonds n'a pas varié (deux de ces cantons ne disposent d'ailleurs pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu). Par rapport à l'an dernier, davantage de cantons ont affecté, durant l'année de contribution, un montant plus élevé à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent que celui qu'ils ont reçu au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2015.

Fin 2016, les réserves des fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu atteignaient CHF 11 026 233. Par rapport à l'année précédente, elles ont ainsi légèrement diminué en chiffres absolus (2015 : 11 165 507). Leur niveau équivaut à 247,5 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 versée par les sociétés de loterie (en 2016). Les 16 cantons qui disposaient déjà les deux années précédentes d'un fonds équivalant à plus de 200 % de la taxe sur la dépendance au jeu affichaient à nouveau, durant l'année sous revue, un fonds représentant plus du double de la taxe sur la dépendance au jeu reçue en 2016.

Précisons à ce sujet que les fonds cantonaux ne sont pas alimentés uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu, mais aussi par les budgets cantonaux. Dans certains cantons par ailleurs, les fonds ne servent pas seulement à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent, mais ont une visée plus large (p. ex. prophylaxie des addictions et promotion de la santé en général). Cela ne change rien cependant au fait que les ressources issues de la taxe sur la dépendance au jeu doivent être affectées aux buts définis.

Comme l'année précédente déjà, la Comlot a posé deux questions concrètes afin de clarifier la situation dans le cadre du rapport. Elle a demandé aux cantons, premièrement, si leur fonds était alimenté uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu et, deuxièmement, si celui-ci était exclusivement utilisé pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. 21 cantons ont confirmé que leur fonds cantonal était uniquement alimenté par la taxe sur la dépendance au jeu et servait exclusivement à financer des prestations de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (2015 : 20 cantons). Dans un canton, le fonds a d'autres sources de financement, mais sert exclusivement au but prescrit. Un canton a répondu que son fonds n'était alimenté que par la taxe, mais ne servait pas uniquement à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Dans un canton, le fonds n'est ni alimenté uniquement par la taxe ni ne sert exclusivement au but prescrit. Enfin, deux cantons ne disposent pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. Comme l'an dernier, on retiendra en conclusion que, dans leur majorité, les fonds cantonaux sont exclusivement alimentés par la taxe sur la dépendance au jeu et ne servent qu'à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent.

Relevons encore que sur les 16 cantons dont le niveau du fonds, fin 2016, était plus de deux fois supérieur à la taxe sur la dépendance au jeu qui leur a été versée en 2015, 14 ont indiqué que leur fonds était uniquement alimenté par ladite taxe et n'était utilisé que pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. Ce résultat est conforme à celui de l'année précédente.

Réserves détenues par des prestataires externes

Les cantons qui, durant la période couverte par le rapport, ont versé une contribution issue de la taxe sur la dépendance au jeu à des prestataires externes et sont en mesure de fournir des indications sur les réserves externes ont été priés de publier les informations correspondantes. 16 cantons détiennent des réserves auprès de prestataires externes, en particulier auprès d'Addiction Suisse (10 cantons) et de Perspektive Thurgau (six cantons). Aucun canton romand ne détient de réserves auprès de prestataires externes.

En résumé, on relève donc qu'à fin 2016, les réserves détenues par des prestataires externes atteignaient CHF 230 268 (cumul des réserves auprès d'Addiction Suisse et de Perspektive Thurgau). Par rapport à l'année dernière, elles ont diminué de CHF 73 924 (réserves à fin 2015 : CHF 304 192). Comme jusqu'à présent, il existe toutefois, en plus des réserves dans les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, des réserves financières auprès de prestataires externes susceptibles d'être affectées à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent.

Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »)

Par contribution d'exploitation, on entend les montants servant, par exemple, à couvrir les frais généraux d'exploitation ou à soutenir plusieurs projets. La contribution à un projet sert, pour sa part, à financer un projet déterminé.

Sur l'ensemble des cantons, il a été indiqué à 67 reprises qu'un montant issu de la taxe sur la dépendance au jeu avait servi de contribution d'exploitation. 58 contributions ont été déclarées en tant que contributions à un projet. A l'instar des deux années précédentes, la répartition entre les deux types de contributions est donc restée relativement équilibrée, même si les cantons ont déclaré légèrement plus de contributions d'exploitation. Dans le cadre de l'élaboration du rapport, la Comlot a attiré l'attention de certains cantons sur des divergences, liées notamment au fait qu'ils avaient mentionné des fonds versés annuellement sur la base d'une réglementation contractuelle en tant que contribution à un projet et non en tant que contribution d'exploitation.

Coopération intercantonale en matière de prévention

En 2016 à nouveau, la plupart des cantons appartenaient à une association intercantonale et ont participé à un programme commun de prévention du jeu excessif. 22 des 26 cantons sont membres de l'une des trois associations existantes en Suisse du Nord-Ouest et du Centre, en Suisse orientale et en Suisse occidentale². Comme l'année précédente, un canton a participé à la coopération intercantonale indépendamment de toute appartenance à une association. En 2016 à nouveau, trois cantons n'ont pris part à aucun programme intercantonal. La situation est donc identique à celle de l'année précédente. Si les efforts des cantons en matière de coopération sont positifs, il serait souhaitable que tous participent à la coopération intercantonale au sein de leur région linguistique.

² Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) en Suisse romande (mandat exécuté par le GREA), le Kooperationsmodell Spielsuchtprävention Nordwest- und Innenschweiz (mandat exécuté par Addiction Suisse) et l'Ostschweizer Verbund (mandat exécuté par Perspektive Thurgau).

Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux d'argent en 2016

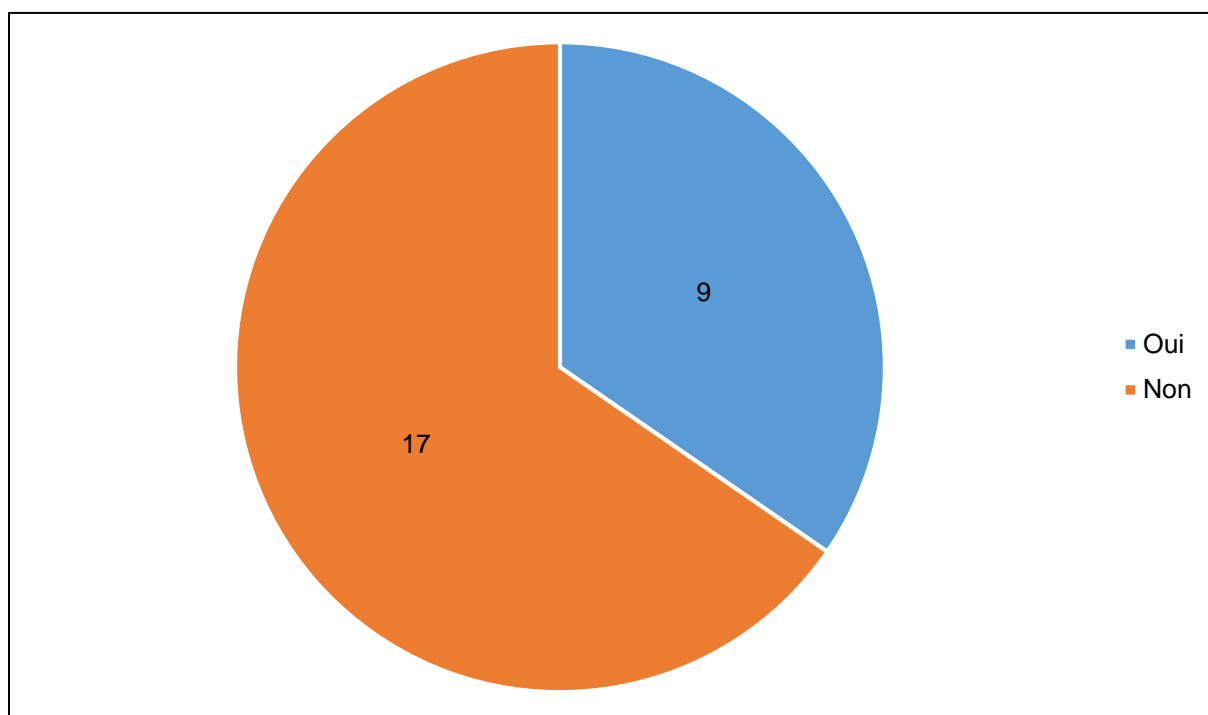
En 2014, la CDCM a élaboré des directives concernant l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu et décidé de recommander aux cantons leur application immédiate³. Ces directives énoncent tout d'abord le principe selon lequel la taxe sur la dépendance au jeu doit être exclusivement utilisée en lien avec la dépendance aux jeux d'argent (loteries, paris, jeux de casino et jeux d'adresse qui supposent une mise d'argent). Dès lors, la taxe sur la dépendance au jeu ne peut pas servir à financer des mesures de prévention ou de lutte contre d'autres formes de dépendance, ni contre d'autres troubles psychiques ou maladies physiques. Concrètement, elle doit être utilisée pour les mesures nécessaires à la réalisation d'une prévention et d'une lutte efficaces et globales contre la dépendance aux jeux d'argent. Les directives disposent en outre que les cantons peuvent utiliser, à certaines conditions, un maximum de 20 % par an des fonds provenant de ladite taxe au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre de cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.

Un total de 17 cantons a indiqué avoir affecté leur part de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 à des fins exclusives de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Neuf ont investi un certain montant dans des activités qui ne relevaient pas (ou pas exclusivement) de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (cf. illustr. 3). Il s'agissait de grands cantons aussi bien que de petits. Ces indications sont identiques à celles d'il y a deux ans. L'an dernier, un nombre moins important de cantons a indiqué avoir affecté une part de la taxe sur la dépendance au jeu à des mesures/contributions structurelles non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent (2015 : 19 :7). Les dépenses suivantes ont été citées : contributions structurelles (cofinancement de services de consultation en matière d'addictions et d'endettement, et d'institutions de prévention); soutien à des projets non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent, p. ex. projet de gestion du stress et manifestations de prévention dans les écoles à l'occasion desquelles les animateurs informent les élèves sur la bonne gestion du revenu et les risques correspondants liés à l'endettement, dont le risque de dépendance au jeu. De plus, cinq représentants cantonaux ont signalé avoir attribué des ressources à la lutte contre la dépendance au jeu en général (cyberdépendance, jeux en ligne, nouveaux médias, etc.). Comme l'an dernier déjà, il est réjouissant de constater que la plupart des cantons ont reconnu spontanément et correctement que le phénomène de la cyberdépendance ne coïncide pas tout à fait avec celui de la dépendance aux jeux d'argent. Malgré quelques problèmes manifestes et occasionnels de classification dans la pratique, la délimitation est claire en théorie et se fonde sur les trois critères internationalement reconnus des jeux de hasard (mise d'argent, possibilité de gagner de l'argent et hasard).

A l'instar de 2015, certains cantons ont indiqué avoir utilisé les fonds exclusivement à des fins de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent alors qu'il ressort du contexte qu'ils ont également soutenu des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent. Dans plusieurs cas, la Comlot a directement pris contact avec les représentants cantonaux et leur a demandé une clarification. A la suite de ces contacts, la majorité des cantons concernés a modifié ses indications. Dans quelques rares cas, il s'est avéré que les représentants cantonaux et la Comlot avaient une conception quelque peu différente de la notion de mesure non spécifique aux jeux d'argent. La Comlot précisera les instructions relatives à ce point en vue du prochain rapport.

³ Lettre d'information de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM), relative à l'« Affectation de la taxe sur la dépendance au jeu » du 24 novembre 2014.

Dans le cadre du rapport de cette année, la Comlot a de nouveau posé une question complémentaire concernant les contributions qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Elle invitait les cantons à chiffrer le montant consacré aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou aux contributions structurelles. Plus concrète, cette question devait permettre de mieux évaluer si les directives recommandées par la CDCM ont été respectées. Sur les neuf cantons qui ont reconnu avoir financé au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu des contributions structurelles en faveur d'institutions qui ne traitent pas exclusivement la problématique de la dépendance aux jeux d'argent, ou cofinancé des mesures non spécifiques à ladite dépendance, seul un canton a dépassé le plafond de 20 %. Ce résultat coïncide avec celui de l'an dernier, même si le canton en question a affecté une part moins importante que l'année précédente à des mesures non spécifiques aux jeux d'argent. La Comlot a rendu le canton concerné attentif au non-respect de l'affectation de la taxe avant la réalisation du présent rapport. Tous les autres cantons ont respecté la recommandation de la CDCM.



Illustr. 3 : En 2016, avez-vous versé des contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ? (Nombre de cantons)

Conclusions et perspectives au terme du troisième rapport

Avec le présent rapport, la Comlot s'acquitte pour la troisième fois du mandat que la CDCM lui a confié, à savoir produire un rapport annuel sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu au sein des cantons à partir de l'année de contribution 2014. La Comlot est chargée non seulement de rédiger le rapport, mais aussi de coordonner l'ensemble du processus d'élaboration de ce dernier.

La mise en œuvre dudit processus ne diminue en rien l'obligation et la responsabilité qui incombent aux cantons d'utiliser la taxe sur la dépendance au jeu conformément aux dispositions en

vigueur. Comme les deux années précédentes, la Comlot se réjouit du fait que les cantons ont pu lui fournir sans difficulté des informations précises sur l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu. Ces renseignements portent sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2016, mais aussi sur celui des contributions versées aux différents prestataires et sur la nature des mesures engagées.

Les cantons ont utilisé les fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu majoritairement pour la dépendance aux jeux d'argent, mais aussi, dans une moindre mesure, pour des dépendances connexes (cyberdépendance, jeux vidéo, etc., voir explications ci-avant).

L'optimisation des outils de rapport a fait ses preuves ; le processus d'élaboration des rapports fonctionne bien. Cette année, il a mis en évidence le fait que quelques cantons ont encore des doutes quant à l'indication des réserves externes et des mesures non spécifiques aux jeux d'argent. La Comlot cherchera à tenir compte de cette situation en adaptant ses instructions dans le cadre de l'élaboration du prochain rapport. La plupart des questions ou des incertitudes exprimées les années précédentes ont pu être résolues dans le cadre du présent rapport. En vue de la prochaine édition, la Comlot veillera également à prendre des contacts bilatéraux avec les cantons concernés en cas d'incertitude ou de divergences afin de garantir ou, si possible, d'améliorer la qualité du rapport.

C) Rapports des cantons

Les pages ci-après présentent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu canton par canton. Les indications suivantes sont reprises telles quelles des grilles de saisie remplies par les cantons :

- coordonnées du/de la responsable cantonal/e ;
- formulaire de commentaires (saisie originale du/de la représentant/e cantonal/e) ;
- tableau : fonds perçus et total des dépenses 2016 ;
- tableau : niveau du fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ;
- diagramme : utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations
- tableau : contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2016 (par catégories de prestations).

Les rapports cantonaux sont classés par ordre alphabétique.

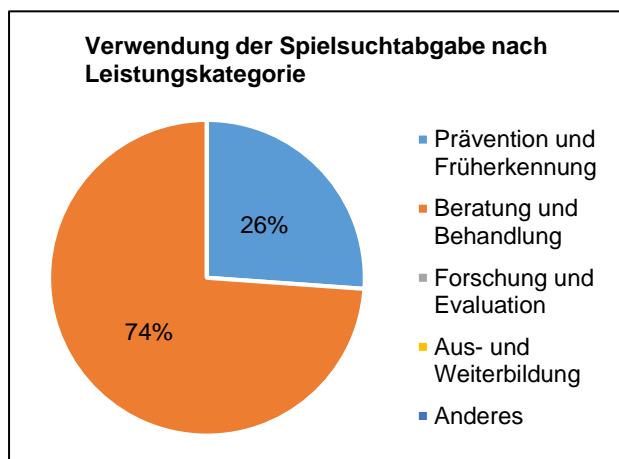
Kanton Aargau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	262'353 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	251'088 CHF
Differenz	11'265 CHF

Kontakt

Fachstelle Sucht
 Jürg Siegrist
 Abteilung Gesundheit
 Departement Gesundheit und Soziales
 Bachstrasse 15
 5001 Aarau
 Telefon: 062 835 29 55
 Fax: 062 835 29 60
 E-Mail: juerg.siegrist@ag.ch
 Internet: www.ag.ch



Erläuterung des Kantons Aargau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Im Kanton Aargau wurde die Spielsuchtabgabe 2016 wie bisher verwendet: In 2 ambulanten (privat organisierten) Suchtberatungsstellen wird eine spezifische ambulante Spielsuchtberatung angeboten. Die Fachspezialisten sind fachspezifisch weitergebildet und Teil des Beratungsteams. Overhead- und Infrastrukturkosten werden von den privaten Trägerschaften dem Kanton nicht verrechnet.

Im Weiteren ist der Aargau mit Gründungskanton des Nordwestschweizer Kooperationsmodells zwischen insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention.

Der Fondsbestand bietet Gewähr dafür, dass bei Bedarf das Beratungsangebot auch in Zukunft noch erweitert werden kann und bietet auch die Möglichkeit, kantonsspezifische Projekte zu realisieren.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	601'364 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	11'265 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	612'629 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton AG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz; Kantonsbeitrag für Spielsuchtpävention	65'588	x		65'588				
Aargauische Stiftung Suchthilfe	90'000	x			90'000			
Beratungszentrum Bezirk Baden	90'000	x			90'000			
Aargauische Stiftung Suchthilfe; Gruppenangebot	5'500		x		5'500			
TOTAL Beiträge	251'088			65'588	185'500	'0	'0	'0

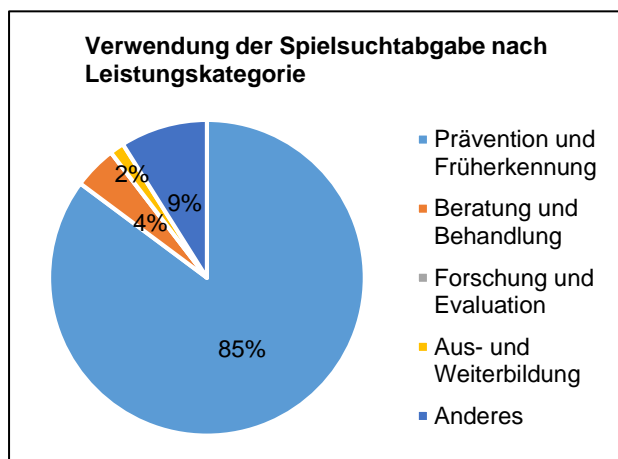
Kanton Appenzell Ausserrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	15'471 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	16'890 CHF
Differenz	-1'420 CHF

Kontakt

Abteilungsleiterin Gesundheitsschutz, Gesundheitsförderung und Prävention
 Heidi Liechi
 Amt für Gesundheit
 Departement Gesundheit und Soziales
 Kasernenstrasse 17
 9102 Herisau
 Telefon: 071 353 65 74
 Fax: 071 353 68 54
 E-Mail: heidi.liechi@ar.ch
 Internet: www.ar.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Ausserrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell Ausserrhoden ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	9'858 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-1'420 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	8'439 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton AR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
PTG: Interkantonale Glücksspielsuchtprevention	5'670	x		3'967	'744		'248	'711
PTG: Sensibilisierungskampagne Glücksspielsucht Ostschweiz	11'220		x	10'421				'799
TOTAL Beiträge	16'890			14'388	'744	'0	'248	1'510

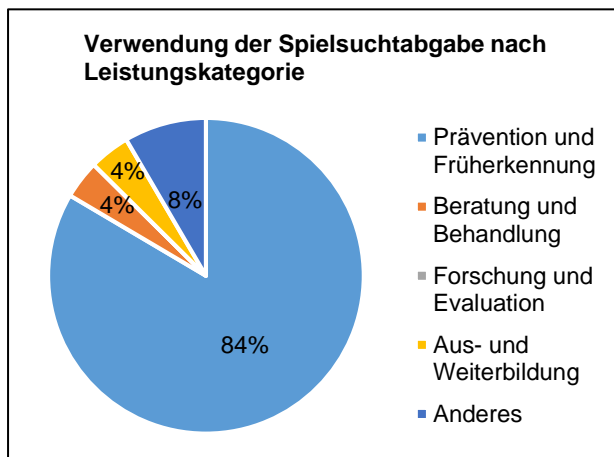
Kanton Appenzell Innerrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	5'308 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	5'270 CHF
Differenz	'38 CHF

Kontakt

Gesundheitsamt
 Gesundheits- und Sozialdepartement
 Hoferbad 2
 9050 Appenzell
 Telefon: 071 788 94 52
 Fax: 071 788 94 58
 E-Mail: info@gsd.ai.ch
 Internet: www.ai.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Innerrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell I.Rh. ist mit 5 weiteren Kantonen (AR, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton Appenzell I.Rh. an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 1.5 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage www.sos-spielsucht.ch, ein Migrationsprojekt usw.

Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Projekte eingesetzt werden kann.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	34'182 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	'38 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	34'220 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton AI

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Perspektive Thurgau: Interkantonales Glücksspielsuchtprojekt	1'670	x		1'100	'207	'0	'69	'294
PTG Sensibilisierungskampagne 2016	3'300		x	3'150				'150
Fachverband Sucht	'300	x		'150			'150	
TOTAL Beiträge	5'270			4'400	'207	'0	'219	'444

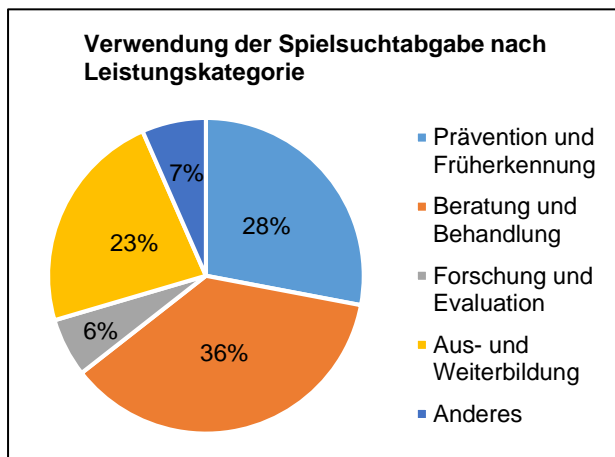
Kanton Basel-Landschaft



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	103'448 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	127'476 CHF
Differenz	-24'029 CHF

Kontakt

Joos Tarnutzer
 Amt für Gesundheit
 Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
 Bahnhofstrasse 5
 Postfach
 4410 Liestal
 Telefon: 061 552 56 06
 Fax: 061 552 69 34
 E-Mail: joos.tarnutzer@bl.ch
 Internet: www.bl.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Landschaft über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Zuerst ist zu beachten dass im vorliegenden Bericht nur die verwendeten Mittel aus der Spielsuchtabgabe rapportiert sind und die erheblichen finanziellen Mittel, welche der Kanton aus der Staatsrechnung aufwendet, nicht abgebildet sind. Der Kanton Basel-Landschaft setzt auf eine integrierte Präventions- und Suchthilfepolitik, Leistungsvereinbarungen sind daher suchtmittelübergreifend ausgerichtet, beziehungsweise schliessen die Spielsucht explizit mit ein. Grösster Anbieter ist der ambulante Dienst der Psychiatrie. Deren Leistungen werden, wenn sie nicht über die Leistungen der Krankenversicherer oder über die gemeinwirtschaftlichen Leistungen des Kantons abgegolten sind, für direkte Leistungen mit Bezug zu Glücksspiel auch aus der Spielsuchtabgabe abgegolten, lediglich die jährliche Over-Head-Pauschale von Fr. 12'000.00 stellt einen eigentlichen Strukturbeitrag dar.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	341'073 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-24'029 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	317'045 CHF

Der hohe Fondsbestand wurde in den Anfangsjahren der Spielsuchtabgabe geäufnet und soll sukzessive reduziert werden.

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton BL

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Interkantonales Mandat Sucht Schweiz	25'862	x		23'972		1'890		
Multikulturelle Suchtberatungsstelle beider Basel	10'000	x			10'000			
Fachstelle Sucht	20'000	x			20'000			
Psychiatrie Baselland	12'000	x		3'000		3'000	3'000	
Psychiatrie Baselland	27'560		x	'700	8'798	2'780	15'282	
Fachverband Sucht	6'000		x				6'000	
Feel ok	5'000		x	5'000				
Tschau.ch	3'000		x	3'000				
Telefon 147	2'000	x						2'000
Telefon 143	2'500	x						2'500
Sucht Schweiz	3'500		x					3'500
3D-Tagung	5'000		x				5'000	
Jahresseminar KKBS 2016	'383		x					'383
Beratungszentrum Basel-Stadt	4'672		x		4'672			
TOTAL Beiträge	127'476			35'672	46'470	7'670	29'282	8'383

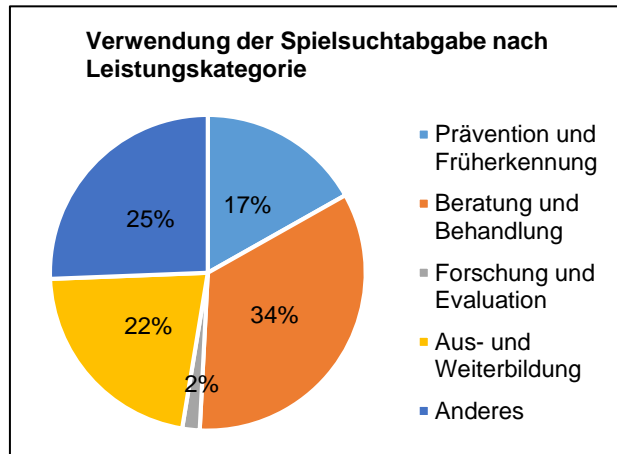
Kanton Basel-Stadt



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	88'730 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	119'182 CHF
Differenz	-30'453 CHF

Kontakt

Eveline Bohnenblust
 Abteilung Sucht
 Gesundheitsdepartement Basel-Stadt
 Clarastrasse 12
 Postfach: 204
 4005 Basel
 Telefon: 061 267 89 00
 Fax: 061 267 89 01
 E-Mail: eveline.bohnenblust@bs.ch
 Internet: www.abteilungsucht.bs.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Stadt über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Gemäss Beschluss der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren der Nordwestschweiz vom 26. November 2007 setzen die Kantone 25% der Spielsuchtabgabe für die Prävention und 75% für die Behandlung der Spielsucht ein. Im Jahr 2016 unterstützte das Gesundheitsdepartement mit diesen Mitteln die Stiftung Sucht Schweiz zwecks Förderung und Umsetzung von Präventionsmassnahmen, womit u.a. eine dritte Präventionskampagne durchgeführt wurde. Weitere finanzielle Beiträge erhielten die Ambulanz für Verhaltenssuchte der Universitären Psychiatrischen Kliniken Basel für die Umsetzung des Kooperationsmodells Glücksspielsucht Basel-Stadt sowie das Beratungszentrum der Stiftung Suchthilfe Region Basel zwecks Erbringung von Beratungsdienstleistungen im Zusammenhang mit exzessiver Spielsucht. In den vergangenen Jahren ist im Kanton Basel-Stadt kontinuierlich ein Fallanstieg in der Behandlung zu verzeichnen. Die Beiträge aus dem Spielsuchtfonds decken nur einen kleinen Teil der Behandlungs- und Beratungskosten. Diese Unterstützungen werden im Jahr 2017 fortgeführt. Allerdings müssen die Beiträge aufgrund der Fondsabnahme gekürzt werden.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	122'313 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-30'453 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	91'860 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton BS

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Suchthilfe Region Basel	22'000	x			22'000			
Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel	75'000	x			18'512		25'954	30'534
Sucht Schweiz, Spielsuchtprävention 2016	22'182		x	20'057		2'125		
TOTAL Beiträge	119'182			20'057	40'512	2'125	25'954	30'534

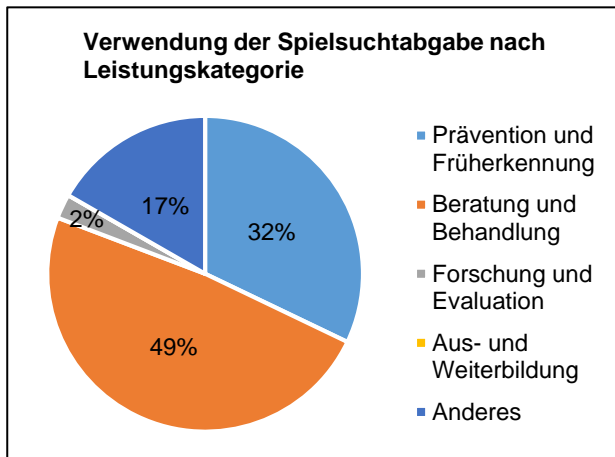
Kanton Bern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	458'932 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	538'571 CHF
Differenz	-79'639 CHF

Kontakt

Ralf Lutz
 Sozialamt
 Abteilung Gesundheitsförderung und Sucht
 Rathausgasse 1
 3011 Bern
 Telefon: 031 633 78 82
 Fax: 031 633 78 92
 E-Mail: ralf.lutz@gef.be.ch
 Internet: www.gef.be.ch



Erläuterung des Kantons Bern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbestand am 31.12.2016 für Kampagne 2017 = CHF 50'536. Dieser setzt sich zusammen aus dem Bestand vom 01.01.2016 von CHF 85'135, dem Beitrag des Kt. Bern 2016 von CHF 106'472, den Kosten 2016 von CHF 141'069 sowie der Veränderung des Fondsbestandes 2016 von CHF -34'597.

Berner Gesundheit: Allgemeine Bemerkung - Die entrichteten Beiträge aus der Spielsuchtabgabe gemäss Art. 18 der interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten entsprechen in der Summe wie auch der Aufteilung in Leistungskategorien denjenigen des Vorjahres.

Produkt Beratung und Therapie - Bei den Hauptanlassproblemen betrug der Anteil «pathologisches und risikoreiches Spielen» 2.8 % sowie der Anteil «Neue Medien» (Internet, Gamen, Handy) 4.4%. Unter dieser Klientengruppe befindet sich ein weiterer Anteil an Personen mit risikoreichem Spielverhalten, die zumindest eine erhöhte Disposition zu pathologischem Glücksspiel aufweisen. Die Zusammenarbeit mit den Spielcasinos Bern und Interlaken bei Spielsperren (Sozialplan) besteht nach wie vor.

Produkt Gesundheitsförderung und Prävention - Der im engen Sinne zweckgebundene Einsatz der Mittel für die Massnahme Projekt Glückslos erfolgte gemäss den Vorgaben und betrug insgesamt TCHF 38. Ferner wurden im Bereich «Neue Medien» TCHF 42 für geldsuchtspezifische und TCHF 90 für geldsuchtun-spezifische bzw. themenübergreifende Massnahmen ausgegeben, welche vor allem Angebote zur Stärkung der Medienkompetenz von Jugendlichen, Eltern und Multiplikatorinnen umfassten. Die Massnahmen im Bereich «Neue Medien» zielen auch auf die Prävention von risikoreichem und pathologischem Glücksspiel. Der beschriebene Ressourceneinsatz zur Förderung von Medienkompetenz leistet einen erwiesenen Beitrag auch zur Verminderung von Glücksspielproblemen.

Verein Schuldenberatung Bern (VBS): Wie in den letzten Jahren wurde für Beratungs- und Behandlungsangebote im Kanton Bern der VBS beauftragt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	497'034 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-79'639 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	417'395 CHF

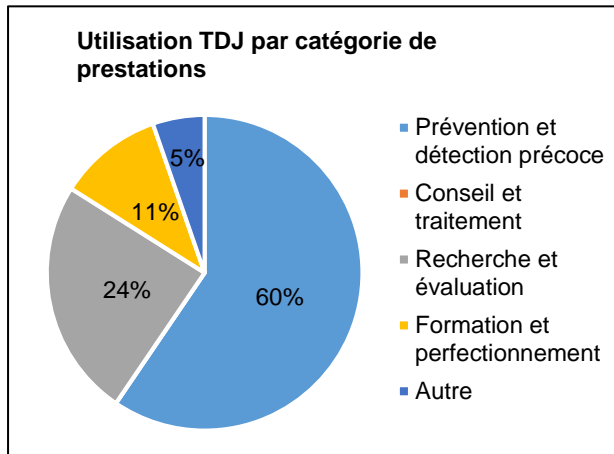
Canton de Fribourg



Part de la TDJ 2015	189'357 CHF
Total dépenses du canton en 2016	279'491 CHF
Différence	-90'134 CHF

Contact

Service de l'action sociale
 Direction de la santé et des affaires sociales
 Route des Cliniques 17
 1700 Fribourg
 Téléphone: 026 305 29 92
 E-Mail: sasoc@fr.ch
 Internet: www.fr.ch/sasoc



Commentaire du canton de Fribourg au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Fribourg, le Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif a pour but de soutenir des mesures de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu et le surendettement (Ord. du 17 mars 2009). La Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) décide de son utilisation. La Commission de prévention et de lutte contre le jeu excessif et le surendettement est chargée de préavisier les demandes de subventions et peut également élaborer des projets et les proposer à la DSAS. 2016 a été l'occasion de poursuivre et d'approfondir les projets en cours: Prévention et lutte contre le jeu excessif dont le mandat a été confié à REPER, étude GenerationFree mise en oeuvre par l'IUMSP, recherche "Prévention du jeu et de l'endettement: comment atteindre les publics en situation de vulnérabilité" réalisée par le GREA et plan cantonal de prévention et de lutte contre le surendettement.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	644'126 CHF
Intérêts/Frais administratifs	1'610 CHF
Affectations/Prélèvements 2016	-90'134 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	555'603 CHF

TDJ versée par le canton de FR en 2016

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
GREa, PILDJ, Lausanne	57'330	x	x	30'041		10'936	1'474	14'879
REPER, Prévention et lutte contre jeu excessif, Fribourg	45'000		x	16'500			28'500	
IUMSP, Etude GenerationFree, Lausanne	20'000		x			20'000		
GREa, Recherche publics vulnérables, Lausanne	27'401		x			27'400		
Caritas Fribourg, Cours sensibilisation apprentis, Fribourg	50'310		x	50'310				
Université de Fribourg, Projet pilote, Fribourg	10'000		x			10'000		
Caritas Fribourg, Aide gestion budget, Fribourg	50'000	x		50'000				
FRC, Aide à la gestion budget, Fribourg	9'450		x	9'450				
Impuls, Aide à la gestion budget, Morat	10'000	x		10'000				
TOTAL	279'491			166'301	0	68'336	29'974	14'879

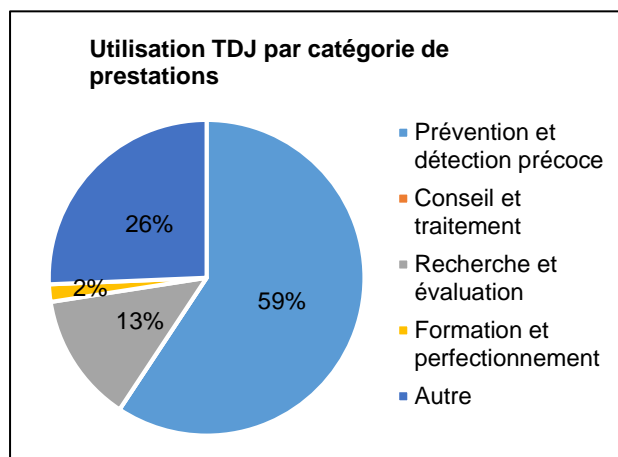
Canton de Genève



Part de la TDJ 2015	364'259 CHF
Total dépenses du canton en 2016	141'522 CHF
Différence	222'737 CHF

Contact

Administrateur
 Romain Bouchardy
 Direction administrative et financière
 Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé
 Rue Adrien-Lachenal 8
 1207 Genève
 Téléphone: 022 546 50 00
 E-Mail: subventions-sante@etat.ge.ch
 Internet: www.ge.ch



Commentaire du canton de Genève au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Genève, la taxe sur la dépendance au jeu sert à la prévention du jeu excessif. Sur l'exercice 2016, 70% des dépenses ont été allouées pour la participation genevoise au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ, sur un mandat de la CLASS au Groupement romand d'étude des addictions) pour des activités d'information, de prévention primaire et secondaire, de formation et de recherche.

Les 30% restants (43'200 CHF) sont attribués sous forme d'aide financière à l'association faîtière Carrefour Addictions, entité responsable de la prévention des addictions sur le canton de Genève (tabac, alcool, cannabis, jeu excessif). Cette subvention est répartie comme suit: 10'800 CHF pour des activités de fonctionnement de la structure (back office, y compris pour les activités de prévention du jeu d'argent excessif) ; 10'120 CHF pour des activités transversales sur les addictions dont le jeu d'argent excessif (sensibilisation de la population, conseil, coordination du réseau genevois des addictions, etc.) ; enfin, 22'280 CHF sont consacrés à des activités de sensibilisation et de formation des professionnels sur la problématique du jeu excessif virtuel.

La taxe sur la dépendance au jeu est utilisée en complémentarité avec les recettes provenant des taxes perçues sur le produit des jeux de casino, ressources également utilisées pour la prévention du jeu d'argent excessif (également sous forme d'aide financière à l'association Carrefour Addictions).

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	1'404'420 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2016	222'737 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	1'627'157 CHF

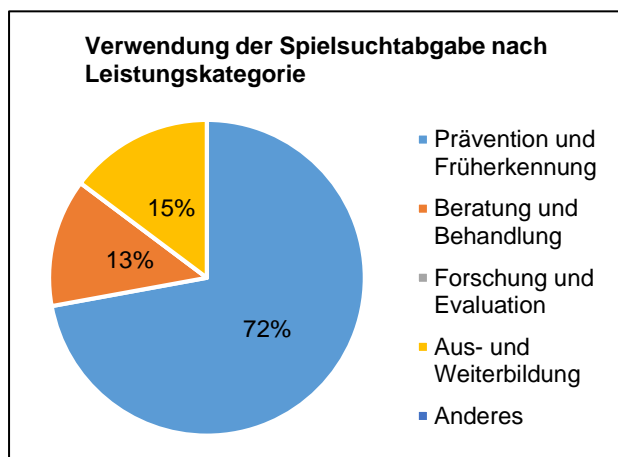
Kanton Glarus



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	17'546 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	20'040 CHF
Differenz	-2'494 CHF

Kontakt

Orsolya Ebert
 Hauptabteilung Gesundheit
 Departement Finanzen und Gesundheit
 Rathaus
 8750 Glarus
 Telefon: 055 646 61 40
 E-Mail: orsolya.ebert@gl.ch
 Internet: www.gl.ch



Erläuterung des Kantons Glarus über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Glarus ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	92'089 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'58 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-2'494 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	89'653 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton GL

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Perspektive Thurgau: Interkantonale Glücksspielsuchtprävention*	4'180	x		3'344	'627		'209	
Beratung und Therapiestelle Sonnenhügel	2'000	x			2'000			
Wuweg Prävention Glarnerland	3'500		x	1'750			1'750	
Fachverband Sucht Spielsuchtbeitrag	2'000	x		1'000			1'000	
Kampagne Glücksspielsucht	8'360		x	8'360				
PTG interner Spielsuchtfonds, Anteil Kanton GL (3.8%)								
Bestand am 01.01.2016: CHF 51'013.-								
*nicht beanspruchte Mittel: CHF 29'588.-								
Bestand am 31.12.2016: CHF 80'601.-								
TOTAL Beiträge	20'040			14'454	2'627	'0	2'959	'0

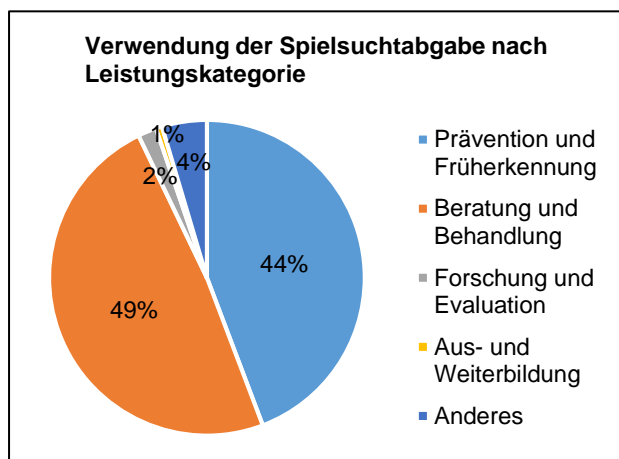
Kanton Graubünden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	100'803 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	119'285 CHF
Differenz	-18'482 CHF

Kontakt

Susanna Gadiant
 Sozialamt
 Departement für Volkswirtschaft und Soziales
 Gürtelstrasse 89
 7001 Chur
 Telefon: 081 257 26 51
 Fax: 081 257 21 48
 E-Mail: susanna.gadiant@soa.gr.ch
 Internet: www.soa.gr.ch



Erläuterung des Kantons Graubünden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das kantonale Sozialamt Graubünden erfüllt die Beratung von Menschen mit Spielsuchtproblemen mit einem Beratungsangebot im Bereich der Suchtberatung durch die regionalen Sozialdienste und dem Sozialdienst für Suchtfragen in Chur.

Im Bereich der Spielsuchtprävention hat der Kanton Graubünden zusammen mit den Kanton AR, AI, GL, SG und TG ein Grundangebot zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht aufgebaut.

Die Grundlage für diese Zusammenarbeit bildet eine Leistungsvereinbarung des Kantons St. Gallen mit der Firma "Perspektive Thurgau" (PTG), die für die operative Geschäftsführung verantwortlich ist. Die effektiven Kosten werden anhand der Wohnbevölkerung jeweils per 31. Dezember auf die beteiligten Kantone verteilt.

Im Herbst 2016 hat der Kanton Graubünden mit den fünf Ostschweizer Kantonen eine Sensibilisierungs- und Präventionskampagne unter dem Titel "Wenn das Spiel zur Droge wird" lanciert.

Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

Reserven bei externen Leistungserbringenden: Der Kanton Graubünden leistet jährlich einen fixen Beitrag an die PTG gemäss der vorhandenen Leistungsvereinbarung. Nicht beanspruchte Mittel werden den Reserven zugeschlagen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	343'498 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'344 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-18'482 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	325'359 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton GR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Zahlung an Perspektive Thurgau (davon *nicht beansprucht Fr. 5'486.8	20'585	x		12'076		2'266	755	5'487
Kampagne, Prävention und Bekämpfung der Spielsucht	40'700		x	40'700				
Suchtberaterstelle (40%)	58'000	x			58'000			
TOTAL Beiträge	119'285			52'776	58'000	2'266	755	5'487

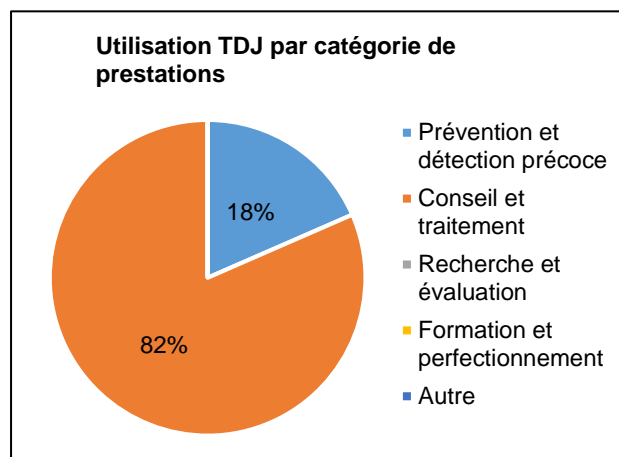
Canton du Jura



Part de la TDJ 2015	72'361 CHF
Total dépenses du canton en 2016	72'361 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Olivier Etique
 Service de l'Action Sociale
 Département de l'Intérieur
 Faubourg des Capucins 20
 2800 Delémont
 Téléphone: 032 420 51 44
 Fax: 032 420 51 41
 E-Mail: olivier.etique@jura.ch
 Internet: www.jura.ch



Commentaire du canton du Jura au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Jura, la problématique de la dépendance au jeu est mandatée à Caritas Jura par le biais de la structure mise en place en vue du désendettement. La taxe sur la dépendance au jeu est intégralement utilisée pour financer la contribution au GREA, la mise à disposition d'un pourcentage d'une assistante sociale employée du Service cantonal de l'Action Sociale. Le solde faisant partie du financement de Caritas-Jura.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2016	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	0 CHF

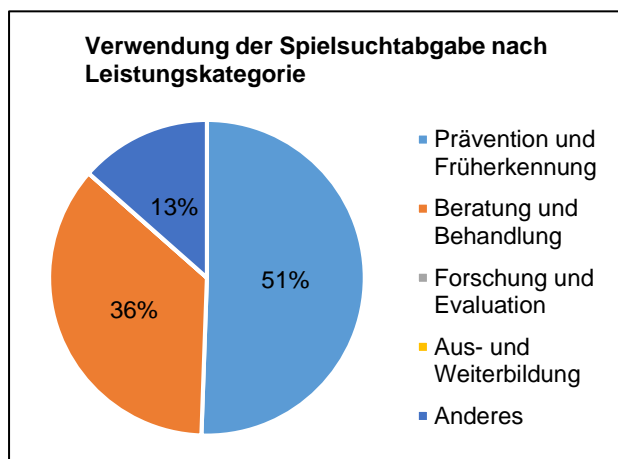
Kanton Luzern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	148'996 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	111'249 CHF
Differenz	37'747 CHF

Kontakt

Dr. sc. nat., dipl. pharm. Regina Suter
 Dienststelle Gesundheit und Sport
 Gesundheits- und Sozialdepartement
 Meyerstrasse 20
 Postfach: 3439
 6002 Luzern
 Telefon: 041 228 60 98
 E-Mail: regina.suter@lu.ch
 Internet: www.gesundheit.lu.ch



Erläuterung des Kantons Luzern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Luzern ist Mitglied des Nordwestschweizer Kooperationsmodells mit insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Neben der Finanzierung interkantonaler Projekte, wurden Spielsucht spezifische kantonale Leistungen in den Bereichen Prävention und Beratung, Koordinationsaufgaben sowie ein Schulprojekt mitfinanziert. Kantonale spielsuchtspezifische sowie spielsuchtübergreifende Leistungen sollen weiter eruiert und von der Spielsuchtabgabe profitieren können.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	808'036 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	37'747 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	845'784 CHF

Spielsucht abgabe-Beiträge 2016, Kanton LU

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz, Lausanne / 25 % der Spielsucht abgabe für Prävention (gemäss Leistungsvereinbarung)	37'249	x		37'249				
Projekt "Umgang mit Stress"	9'000		x	9'000				
Zweckverband für Institut. Sozialhilfe und Gesundheitsförderung	10'000	x		10'000				
Dienststelle Gesundheit und Sport	55'000	x			40'000			15'000
TOTAL Beiträge	111'249			56'249	40'000	'0	'0	15'000

Canton de Neuchâtel



Part de la TDJ 2015	174'425 CHF
Total dépenses du canton en 2016	174'425 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Directrice de la prévention Fondation Neuchâtel Addictions

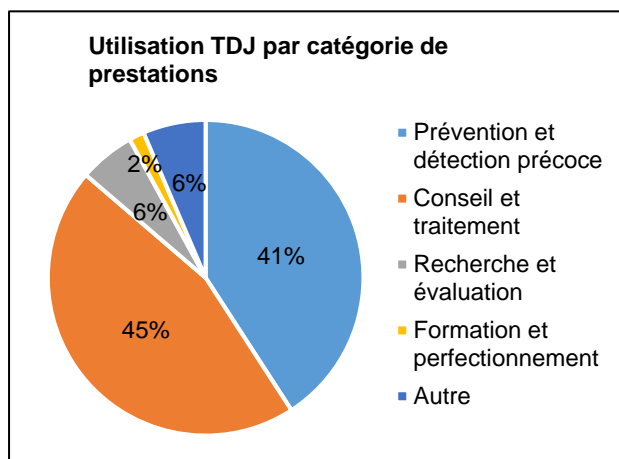
Valérie Wenger Pheulpin
Fondation Neuchâtel Addictions
Fausses-Brayes 5
2000 Neuchâtel

Téléphone: 032 886 86 10

Fax: 032 886 86 49

E-Mail: valerie.wengerpheulpin@ne.ch

Internet: www.fondation-neuchatel-addictions.ch



Commentaire du canton de Neuchâtel au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

La République et Canton de Neuchâtel, représentée par son service des institutions pour adultes et mineurs (SIAM), rattaché au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) a donné mandat à la Fondation Neuchâtel Addictions (FNA) de mettre en place sur son territoire des dispositifs et des interventions censés prévenir l'addiction au jeu et venir en aide aux personnes souffrant de pathologies liées à la dépendance au jeu. Le Canton de Neuchâtel, par le SIAM, s'engage à réserver à la FNA l'entier du RBJ, après déduction de la part revenant au GREA pour le PILDJ. Le montant touché est communiqué en juin par la LORO, et versé au mandataire de suite, aussitôt réglée la facture du GREA. La FNA s'engage à mettre tout en oeuvre, avec les moyens à disposition, pour rendre son action en faveur de la population-cible du PILDJ la plus efficace possible; elle est libre de choisir les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif. Elle rend compte des dépenses encourues lors de la remise annuelle de ses comptes au SIAM. Elle informe le SIAM régulièrement, mais au moins une fois par année lors d'une séance organisée à son initiative, de l'avancement des travaux et de l'état des dossiers en cours. De plus, elle représente le canton de Neuchâtel au sein du groupe d'accompagnement du PILDJ, qui se réunit quatre fois par année. (Extrait de la convention de collaboration entre le canton de Neuchâtel et la FNA)

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	165'084 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2016	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	165'084 CHF

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu durant l'année de contribution 2016

TDJ versée par le canton de NE en 2016

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Fondation Neuchâtel Addictions	139'313	x		52'848	79'264	3'292	1'800	2'109
GREA/PILDJ	35'112	x		18'399		6'698	903	9'112
TOTAL	174'425			71'246	79'264	9'990	2'703	11'221

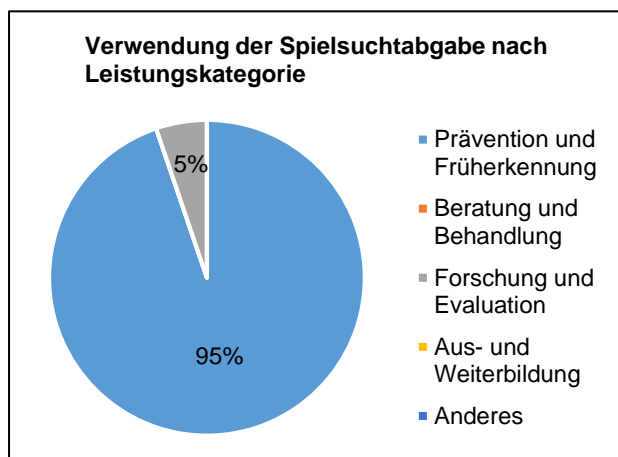
Kanton Nidwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	16'423 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	5'884 CHF
Differenz	10'539 CHF

Kontakt

Barbara Etienne
 Sozialamt/Gesundheitsförderung und Integration
 Gesundheits- und Sozialdirektion
 Marktgasse 3
 6370 Stans
 Telefon: 041 618 75 90



Erläuterung des Kantons Nidwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Nidwalden setzt die Gelder in Prävention von Glücksspielsucht ein mittels des interkantonalen Projekts Glücksspielsucht. Das Mandat dazu hat Suchtschweiz. Den anderen Teil setzte der Kanton in die primäre Prävention zu Internetnutzung Bereich Glücksspielsucht mit Modulen in der Schule ein. Zielgruppe waren Kinder und Jugendliche.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	67'803 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	10'539 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	78'342 CHF

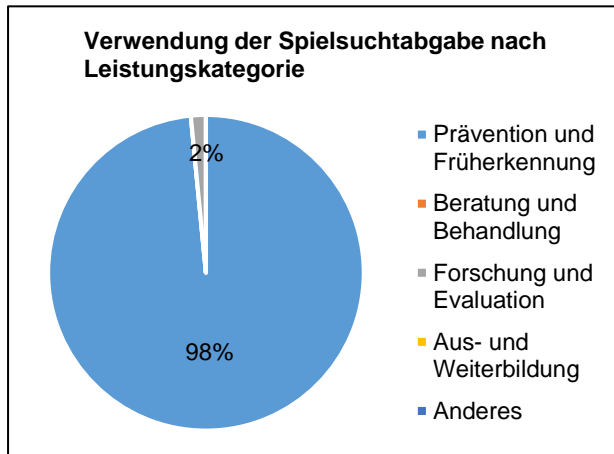
Kanton Obwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	13'297 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	15'219 CHF
Differenz	-1'922 CHF

Kontakt

Beauftragte für Prävention und Gesundheitsförderung;
 Stellenleitung
 Christine Durrer
 Sozialamt/Fachstelle Gesellschaftsfragen
 Sicherheits- und Justizdepartement
 Dorfplatz 4
 Postfach: 1261
 6061 Sarnen
 Telefon: 041 666 60 66
 Fax: 041 666 64 14
 E-Mail: christine.durrer@ow.ch
 Internet: www.gesellschaftsfragen.ow.ch



Erläuterung des Kantons Obwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Seit 2009 beteiligt sich der Kanton Obwalden an dem interkantonalen Kooperationsmodell, welches Sucht Schweiz das Mandat zur Planung und Durchführung von Präventionsmassnahmen im Bereich Glücksspiel erteilt. Der Kanton überweist jährlich 25% der Spielsuchtabgabe, vertraglich geregelt bis Ende 2018. Da im Kanton Obwalden mit seinen rund 36'000 Einwohnern und 7 Gemeinden kein Spielcasino steht, fokussieren wir unsere Präventionsarbeit für Massnahmen im Bereich Neue Medien. Die Massnahmen umfassen Angebote zur Vermittlung von Medienkompetenz für Jugendliche, Eltern und MultiplikatorInnen. Diese Massnahmen zielen auch auf die Prävention von Online-Gambling. Das Internet erlaubt Spielen ohne Grenzen und bietet problematischem Suchtverhalten Hand. Mit der Förderung von Medienkompetenz in den Schulen gelingt uns ein chancengerechter Zugang zu allen Jugendlichen und wir sind überzeugt, damit einen Beitrag zur Verminderung von Glücksspielabhängigkeit zu leisten. Die Diskussionen um die Neuregelung des Geldspielgesetzes zeigen, dass ein zunehmend wichtiger Bereich im Online-Gambling stattfindet.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	0 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-1'922 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	-1'922 CHF

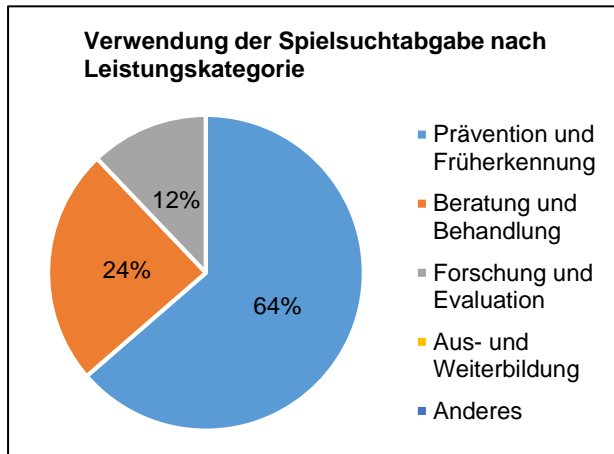
Kanton Schaffhausen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	29'601 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	33'000 CHF
Differenz	-3'399 CHF

Kontakt

Christoph Roost
 Sozialamt
 Departement des Innern
 Platz 4
 Postfach: 1421
 8201 Schaffhausen
 Telefon: 052 632 73 83
 Fax: 052 632 78 30
 E-Mail: christoph.roost@ktsh.ch
 Internet: www.sh.ch



Erläuterung des Kantons Schaffhausen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Schaffhausen hat eine Leistungsvereinbarung mit dem Trägerverein der Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention und Suchthilfe, welcher die Aufgaben in der Prävention und Beratung der Spielsucht operativ wahrnimmt und die Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Glücksspiels aktiv angeht. Die der Fachstelle zugesprochenen Mittel werden in der Beratung, aber auch in der Prävention (freelance-Angebot für Schulen, interkantonales Projekt zur Entwicklung eines Selbsthilfetools Glücksspielsucht; Konzept Aktionspläne 2017-2020) wie auch in der Weiterbildung eingesetzt. Der Kanton führt keinen eigenen Fonds für die Spielsuchtabgabe, vielmehr ist er Bestandteil des Fonds für Suchtprophylaxe und Gesundheitsförderung. Dieser wird durch die kantonale Alkoholabgabe, dem Alkoholzehntel und kantoneigenen Beiträgen alimentiert. Der Fondsbestand beinhaltet aus diesen Gründen den ganzen Fonds. Die Mittelverwendung im Jahr 2016 liegt im Rahmen der Erwartungen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	234'760 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-3'399 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	231'361 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton SH

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention & Suchthilfe (Jahresbeitrag 2016)	33'000	x		21'000	8'000	4'000		
TOTAL Beiträge	33'000			21'000	8'000	4'000	'0	'0

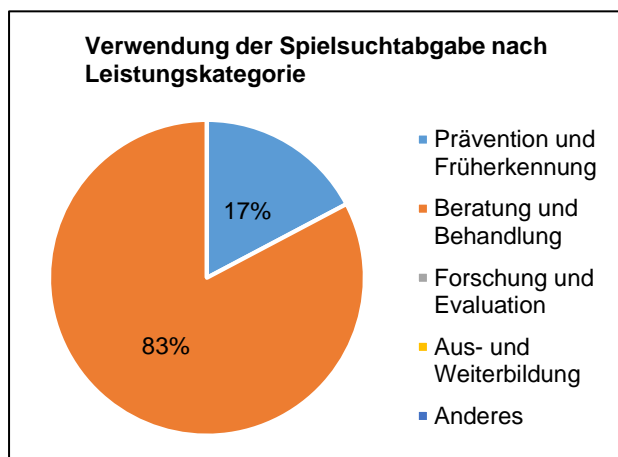
Kanton Schwyz



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	62'987 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	69'500 CHF
Differenz	-6'513 CHF

Kontakt

Leitung Soziales a.i.
 Markus Erni
 Amt für Gesundheit und Soziales
 Departement des Innern
 Kollegiumstrasse 28
 Postfach: 2161
 6431 Schwyz
 Telefon: 041 819 16 57
 E-Mail: markus.erni@sz.ch
 Internet: www.sz.ch



Erläuterung des Kantons Schwyz über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Schwyz insbesondere für Prävention und Früherkennung sowie für die Beratung und Behandlung verwendet. Ein wesentlicher Teil der Gelder wurde der Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz zugesprochen. Diese setzt Begleitmassnahmen einer Geldspielsuchtbehandlung um, indem sie Betroffene berätet und begleitet, welche aufgrund einer Spielsucht in Schulden geraten sind.

Ausserdem führt die Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz Präventionsveranstaltungen an Oberstufenschulen durch, wobei über den richtigen Umgang mit dem Einkommen sowie über entsprechende Schuldenrisiken, z.B. einer Spielsucht, informiert wird.

(Der Kanton wendet jährlich insgesamt Fr. 174'500.-- für die Fachstelle Schuldenfragen auf.)

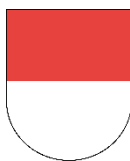
Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	83'483 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'20 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-6'513 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	76'990 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton SZ

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz, Pfäffikon	64'500	x		12'000	52'500			
Perspektive Thurgau	2'000	x			2'000			
Fachverband Sucht	3'000	x			3'000			
TOTAL Beiträge	69'500			12'000	57'500	0	0	0

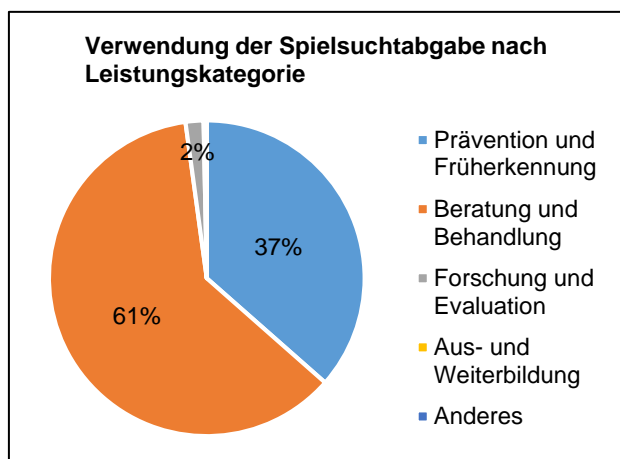
Kanton Solothurn



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	133'187 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	125'933 CHF
Differenz	7'254 CHF

Kontakt

Leiter Fachstelle Prävention & Gesundheitsförderung
 Christian Bachmann
 Amt für soziale Sicherheit
 Departement des Innern
 Ambassadorsenhof/Riedholzplatz 3
 4509 Solothurn
 Telefon: 032 627 63 17
 E-Mail: christian.bachmann@ddi.so.ch
 Internet: www.aso.so.ch



Erläuterung des Kantons Solothurn über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Mittel der Spielsuchtabgabe werden im kantonalen Fonds für die Prävention und Bekämpfung der Spielsucht verwaltet. Im Jahr 2016 wurden sie folgendermassen eingesetzt:

1. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung 2016. Die Schuldenberatung ist im Kanton Solothurn die Beratungsstelle, die bis anhin am meisten Spielsüchtige erreicht (u.a. mittels spezifischen Flyern in Casinos) und unterstützt.
2. Leistungsvereinbarung mit der Sucht Schweiz. Der Kanton Solothurn hat sich mit 9 weiteren Kantonen der Nordwest- und Innerschweiz zu einem Kooperationsmodell zusammengeschlossen und die Sucht Schweiz mandatiert, Präventionsmassnahmen zu konzipieren und umzusetzen und Forschungsprojekte in Auftrag zu geben. Dabei wurden im Jahr 2016 folgende Leistungen erbracht: Website www.sos-spielsucht.ch / Online-Beratung und Telefonische Helpline 0800 040 080 / Versand Sensibilisierungsmaterialien / Erarbeitung eines Web-Selbsthilfetools / Kampagne / Forschungsprojekt "gesperrte SpielerInnen" / Weitererarbeitung einer Rubrik "pathologisches Glücksspiel" auf www.praxis-suchtmittel.ch. (Die Aufteilung der Leistungsfelder unter Punkt 6 erfolgt prozentual gemäss Angabe von Sucht Schweiz).
3. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung 2015. Aufgrund erhöhter Nachfrage nach Beratungen und tieferen Erträgen auf budgetierten Drittmitteln zeichnete sich im Jahr 2015 ein Defizit ab.
4. Beitrag an den Fachverband Sucht für wiederkehrende Aktivitäten zur Prävention der Glücksspielsucht im 2016. Folgende Leistungen wurden erbracht: Fortbildungen zum Thema „Glücksspielsucht in Beratung und Therapie“ und „Entstehung sowie Behandlung und Therapie von Verhaltenssucht“ / Führen einer Fachgruppe Glücksspielsucht, die den Fachleuten der Deutschschweiz die Gelegenheiten zu überkantonalen Vernetzungstreffen ermöglicht.
5. Beitrag an die Perspektive Region Solothurn-Grenchen zur Weiterführung des Projekts "Beratungs- und Behandlungsangebot für betroffene Personen einer Glücksspielsucht". Da die Leistungen vor allem im Jahr 2015 erbracht wurden, die Abrechnung aber erst im Sommer 2016 erfolgte, ist der maximale Betrag von Fr. 15'000.00 (Kostendach) im 2015 abgegrenzt worden. Gemäss Projektabrechnung im 2016 wurden nur Fr. 8'385.10 verwendet. Dies ergibt einen Differenzbetrag von Fr. - 6'614.90.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	365'148 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	7'254 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	372'403 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton SO

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Verein Schuldenberatung Aarg.-Solothurn: Jahresbeitrag 2016	87'500		x	17'500	70'000			
Sucht Schweiz (Lausanne): Jahresbeitrag 2015	33'297	x		30'966		2'331		
Verein Schuldenberatung Aarg.-Solothurn: Defizit 2015	7'751		x		7'751			
Fachverband Sucht (Zürich): Beitrag 2016	4'000		x				4'000	
Perspektive Region Solothurn-Grenchen (Soloth.): Beratung	-6'615		x	-2'205			-4'410	
Betroffene (Fr. 15'000.- im 2015 abgegrenzt, nur Fr. 8'385.10 im 2016 abgerechnet. Differenz = Fr. -6'614.90)								
TOTAL Beiträge	125'933			46'261	77'751	2'331	-410	0

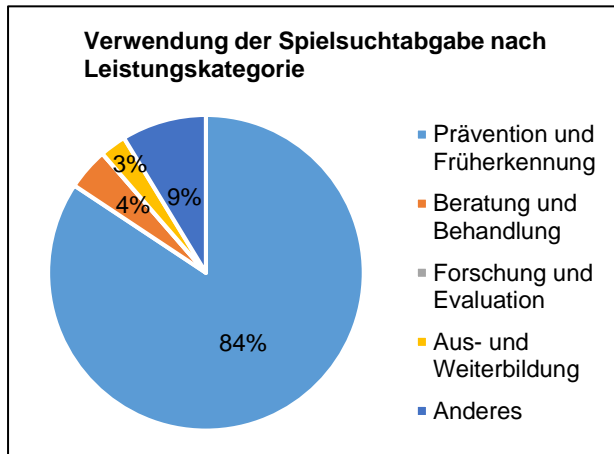
Kanton St. Gallen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	192'508 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	158'220 CHF
Differenz	34'288 CHF

Kontakt

Fachbereichsleiterin Sucht und Sexual Health
 Martina Gadiant
 Kantonsärztlicher Dienst
 Gesundheitsdepartement
 Oberer Graben 32
 9001 St. Gallen
 Telefon: 058 229 43 48
 Fax: 058 229 35 52
 E-Mail: martina.gadiant@sg.ch
 Internet: www.gesundheit.sg.ch



Erläuterung des Kantons St. Gallen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton St. Gallen ist mit 5 weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton St. Gallen an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 46,6 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage www.sos-spielsucht.ch, ein Migrationsprojekt usw. Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann. Der Spielsuchtabgabefonds stellt sicher, dass zum einen unter dem Jahr auch noch kleinere Projekte unterstützt werden können oder dass künftig nach Lösungen für die direkte Beratung von Glücksspielsüchtigen gesucht wird.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	1'324'755 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	34'288 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	1'359'043 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton SG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
PTG: Prävention und Früherkennung Glücksspielsucht, Interkantonales	51'700	x		36'189	6'786		2'262	6'463
PTG: Sensibilisierungskampagne Glücksspielsucht Ostschweiz	102'520		x	95'221				7'299
Fachverband Sucht	4'000		x	2'000			2'000	
TOTAL Beiträge	158'220			133'410	6'786	0	4'262	13'762

Kanton Thurgau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	91'907 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	101'145 CHF
Differenz	-9'238 CHF

Kontakt

Bbeauftragte für Gesundheitsförderung, Prävention und Sucht

Judith Hübscher Stettler

Amt für Gesundheit

Departement für Finanzen und Soziales

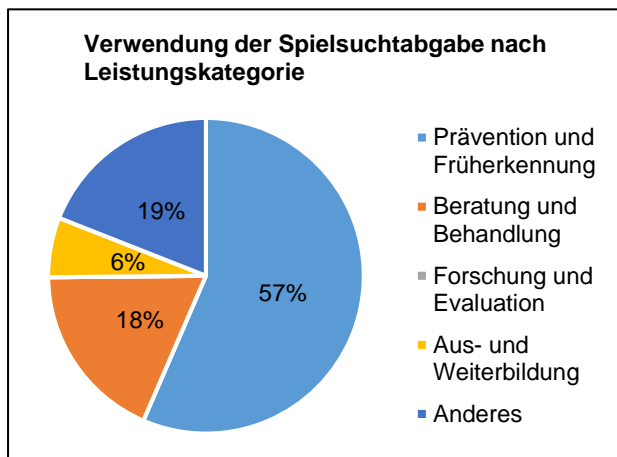
Promenadenstrasse 16

8510 Frauenfeld

Telefon: 058 345 68 68

E-Mail: judith.huebscher@tg.ch

Internet: www.gesundheit.tg.ch



Erläuterung des Kantons Thurgau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Thurgau ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, SG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielprojekts zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung dieser Zusammenarbeit wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung durch Sucht Schweiz) zusammen. Die interkantonale Zusammenarbeit hat zum Ziel, schnelle und unkomplizierte Ersthilfe sowie Informationsvermittlung für Betroffene und Angehörige auf verschiedenen Kanälen (E-Mail, Telefon, Webseite, Beratungsstellen) sicherzustellen, die Bevölkerung für die Risiken exzessiven Glücksspiels zu sensibilisieren, die professionelle Kompetenz der Beratungsangebote in der Region zu verbessern und die Bemühungen zur Bekämpfung der Spielsucht zu koordinieren. Im vergangenen Jahr wurde in der Ostschweiz das Grundangebot aufrechterhalten und eine Sensibilisierungskampagne durchgeführt.

Ergänzend zur interkantonalen Zusammenarbeit wurden im Kanton Thurgau zwei regionale Stellen aus dem Spielsuchtfonds mit je einem Betriebsbeitrag unterstützt (Perspektive Thurgau: Sicherstellung eines Beratungsangebots im Bereich Spielsucht und entsprechende Weiter-/Fortbildung für Beratende; BENEFO Stiftung Frauenfeld: Unterstützung der Budgetberatung/Schuldensanierung). Zusätzlich erhielt die Perspektive Thurgau für die Sensibilisierungsaktion Glücksspielsucht in Schule und Jugendtreffs einen Projektbeitrag.

Zur Finanzierung der Sensibilisierungskampagne wurde eine Entnahme aus dem Fondsbestand gemacht.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	340'843 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'511 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-9'238 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	332'116 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton TG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
SOS Helpline und Website (interkantonales Grundangebot, Projektleit	27'195	X		19'027	3'568		1'189	3'411
Beitrag interkantonale Sensibilisierungskampagne Ostschweiz (Tranch	26'950		X	23'112				3'838
Budgetberatung/Schuldensanierung der BENEFO Stiftung Frauenfeld	12'000	X						12'000
Suchtberatung Perspektive Thurgau (Sicherstellen eines Beratungsand	20'000	X			15'000		5'000	
Sensibilisierungsaktion Glückspielsucht in Schule und Jugendtreffs (P	15'000		X	15'000				
TOTAL Beiträge	101'145			57'139	18'568	0	6'189	19'249

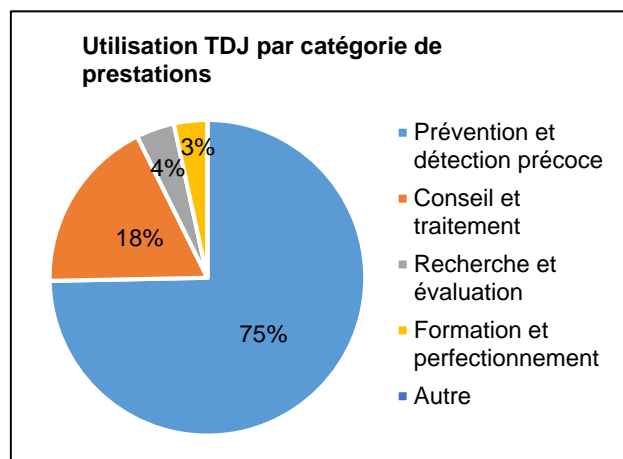
Cantone Ticino



Part de la TDJ 2015	199'861 CHF
Total dépenses du canton en 2016	267'625 CHF
Différence	-67'764 CHF

Contact

Giorgio Stanga
 Ufficio fondi Swisslos e Sport-toto
 Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport
 Piazza Governo 7
 6501 Bellinzona
 Téléphone: 091 814 34 13
 Fax: 091 814 44 20
 E-Mail: decs-uf@ti.ch
 Internet: www.ti.ch/giocopatologico



Commentaire du canton du Ticino au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Nel 2015 il Consiglio di Stato ha rinnovato l'accordo di collaborazione con il Gruppo Azzardo Ticino - Prevenzione (GAT-P) per la gestione 2015-17 della Rete di prevenzione del gioco d'azzardo patologico nel Cantone Ticino. Per il periodo citato il GAT-P continuerà pertanto a occuparsi del coordinamento dei progetti e delle attività nell'ambito della prevenzione del gioco eccessivo, della sensibilizzazione dell'opinione pubblica sui problemi legati al gioco e del servizio di sostegno ai giocatori problematici e patologici e alle loro famiglie.

A Telefono Amico Ticino e Grigioni Italiano è invece stato confermato il contributo annuo per la gestione del Servizio di ascolto 143, con particolare riferimento all'attività di prevenzione dei disagi legati al gioco patologico.

Su mandato del Cantone Ticino, l'associazione Radix Svizzera Italiana ha proseguito con la seconda parte del progetto Peer Education per la prevenzione al gioco d'azzardo, previsto durante l'anno scolastico 2015-16 nelle scuole professionali, che ha portato alla realizzazione della mostra interattiva "Non farti fregare dal gioco". La Commissione consultiva Fondo gioco patologico ha valutato molto positivamente l'attività svolta e ha preavvisato favorevolmente il prosieguo di questo progetto di prevenzione sul gioco d'azzardo. Per gli anni scolastici 2016-17 e 2017-18 sono quindi previsti l'aggiornamento e la diffusione della mostra interattiva in otto scuole professionali e medie superiori del Cantone Ticino.

Il Cantone Ticino, considerata la sua "particolare" situazione (sia dal punto di vista geografico, sia da quello linguistico), non ha aderito ad alcun programma intercantonale di prevenzione e lotta contro la dipendenza dal gioco. Il nostro Cantone collabora in ogni caso con i vari enti attivi nelle altre regioni della Svizzera; nel 2010-11, ad esempio, è stata organizzata una campagna di sensibilizzazione sul gioco patologico d'intesa con il GREA e l'ISPA (oggi Dipendenze Svizzera).

I costi amministrativi e di gestione del Fondo gioco patologico sono assunti dal Fondo Swisslos.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	326'926 CHF
Intérêts/Frais administratifs	-'348 CHF
Affectations/Prélèvements 2016	-67'764 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	258'814 CHF

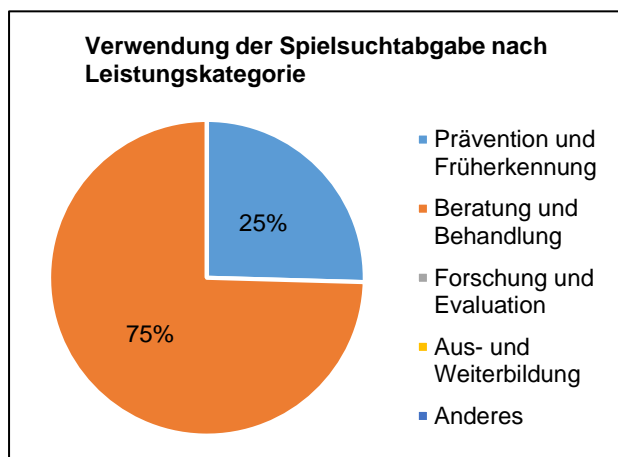
Kanton Uri



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	13'647 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	13'412 CHF
Differenz	'235 CHF

Kontakt

Vorsteher Amt für Soziales
 Samuel Bissig
 Amt für Soziales
 Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion
 Klausenstrasse 4
 6460 Altdorf
 Telefon: 041 875 21 52
 Fax: 041 875 21 54
 E-Mail: samuel.bissig@ur.ch
 Internet: www.ur.ch



Erläuterung des Kantons Uri über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe im Kanton Uri wird hauptsächlich für die Beratung und die Früherkennung und Prävention von Spielsucht eingesetzt. Die Beiträge gehen an die Suchtberatungsstelle kontakt uri und an Sucht Schweiz.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	36'548 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	'235 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	36'783 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2016, Kanton UR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz/Spielsucht prävention	3412	x		3412				
Suchtberatungsstelle Kontakt Uri	10'000	x			10'000			
TOTAL Beiträge	13412			3412	10'000	0	0	0

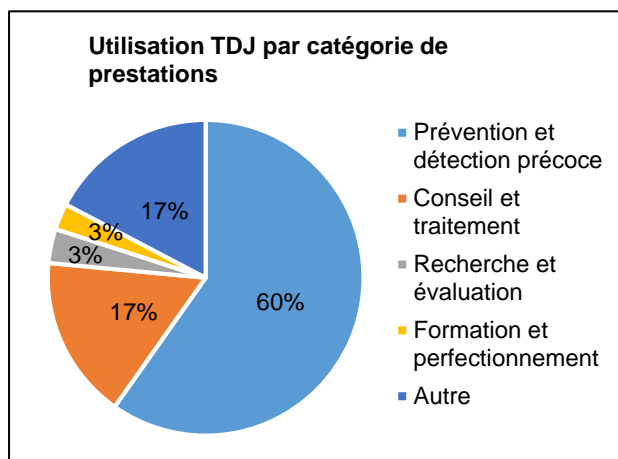
Canton du Valais



Part de la TDJ 2015	362'182 CHF
Total dépenses du canton en 2016	470'458 CHF
Différence	-108'276 CHF

Contact

Laurent Léger
 Service de l'industrie, du commerce et du travail
 Département de l'économie, de l'énergie et du territoire
 Av. du Midi 7
 Case postale: 478
 1950 Sion
 Téléphone: 027 606 73 14
 Fax: 027 606 73 37
 E-Mail: l.leger@admin.vs.ch
 Internet: www.vs.ch/sict



Commentaire du canton du Valais au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Valais, le 0.5% du bénéfice de la loterie romande est versé dans un fonds cantonal de lutte contre la dépendance au jeu, lequel est rattaché administrativement au Service de l'industrie, du commerce et du travail. Ce fonds est géré par une commission qui regroupe le chef du Service de l'industrie, le chef du Service de l'action sociale, le médecin cantonal ainsi qu'un collaborateur du Service de l'enseignement en charge de la prévention dans les écoles. Actuellement, ce fonds participe au financement du programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ). De plus, il sert à financer les deux mandats de prestation qui ont été signés avec Addiction Valais et Caritas Valais. En 2016, un projet spécifique a été mis sur pied par Addiction Valais et Caritas Valais dans le cadre du salon des métiers (Your Challenge) qui se déroule chaque deux ans à Martigny.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	1'008'683 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2016	-108'276 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	900'407 CHF

TDJ versée par le canton du VS en 2016

Institution / motif du versement	Montant	E	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Caritas Valais	65'000	x			65'000			
Addiction Valais	250'000	x		155'037	13'659	4'769	11'063	65'472
Programme intercantonal (PILDJ)	61'488	x		32'220		11'730	1'581	15'958
Projet Your Challenge	93'970		x	93'970				
TOTAL	470'458			281'227	78'659	16'499	12'644	81'430

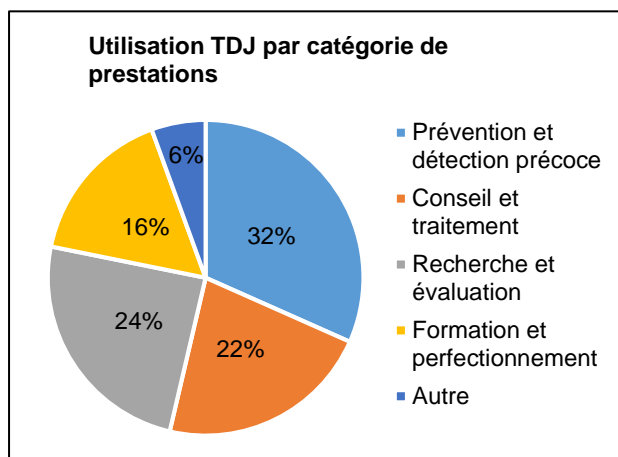
Canton de Vaud



Part de la TDJ 2015	721'530 CHF
Total dépenses du canton en 2016	721'530 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Hugues Balthasar
 Service de la santé publique
 Département de la santé et de l'action sociale
 Avenue des casernes 2
 1014 Lausanne
 Téléphone: 021 316 44 63
 Fax: 021 316 42 78
 E-Mail: hugues.balthasar@vd.ch



Commentaire du canton de Vaud au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Les revenus issus de la TDJ permet au Canton de Vaud de financer, d'une part, une partie des charges du Centre du jeu excessif du CHUV et, d'autre part, sa participation du programme intercantonal de lutte contre le jeu (PILDJ).

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2016	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2016	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2016	0 CHF

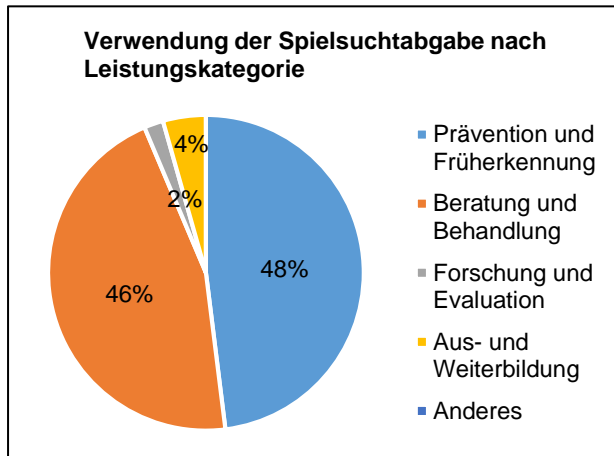
Kanton Zug



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	51'190 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	45'497 CHF
Differenz	5'693 CHF

Kontakt

Abteilungsleiter Kinder- und Jugendgesundheit
 Olivier Favre
 Amt für Gesundheit
 Aegeristrasse 56
 6300 Zug
 Telefon: 041 728 39 39
 Fax: 041 728 39 40
 E-Mail: olivier.favre@zg.ch
 Internet: www.zg.ch/gesund



Erläuterung des Kantons Zug über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Zug zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt, insbesondere zur Prävention und Behandlung der Glücksspielsucht. Gemäss Zuger Kantonsratsentscheid wird der gesamte Betrag dem Amt für Gesundheit überwiesen, welches für die Verwendung der Gelder zuständig ist. Im Berichtsjahr 2016 flossen 25% (Fr. 12'797.-) der zugesprochenen Gelder an Sucht Schweiz, welche aufgrund eines Leistungsvertrages (Interkantonale Vereinbarung) Massnahmen im Bereich Glücksspielsuchtprävention plant und umsetzt. Sucht Schweiz weist für den Kanton Zug per 31.12.2016 ein Guthaben von 6'088.- auf. Zusätzlich wird der Fachverband Sucht und damit die Weiterbildung von Fachpersonen mit einem Beitrag (Fr. 2'000.-) unterstützt. Ein Teil des Geldes (40,5%) wurde der Abteilung Suchtberatung zugewiesen, welche im Berichtsjahr insgesamt 18 Personen (15 Betroffene, 3 Angehörige) im Bereich Spielsucht beraten hat. Fr. 9'950.- (19,4%) wurden der Abteilung Kinder- und Jugendgesundheit gutgeschrieben. Diese Gelder wurden für die Umsetzung von Präventionsmassnahmen in Schulen, wie z.B. das freelance Präventionsprogramm, die Erarbeitung und Durchführung von Workshops und Projekttagen zu Themen wie Online- und Spielsucht, eingesetzt. Zusätzlich wurde im 2016 eine Veranstaltung/Fortbildung für Fachpersonen (Schuldenberatungsstellen, Psychiater, Sozialarbeitende, Psychologen etc.) durchgeführt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	1'862 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	5'693 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	7'555 CHF

Spielsucht-Beiträge 2016, Kanton ZG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
AFG, Suchtberatung, Zug: Beratung und Therapie	20'750	X			20'750			
Sucht Schweiz, Lausanne: Leistungsvertrag Jahresbeitrag	12'797	X		11'901		896		
AFG, Kinder- und Jugendgesundheit, Zug: Prävention & Früherkennung	9'950	X		9'950				
Praxis Suchtmedizin, Kapitel Glücksspielsucht	'0							
Fachverband Sucht, Zürich: Aus- und Weiterbildung	2'000	X					2'000	
TOTAL Beiträge	45'497			21'851	20'750	896	2'000	'0

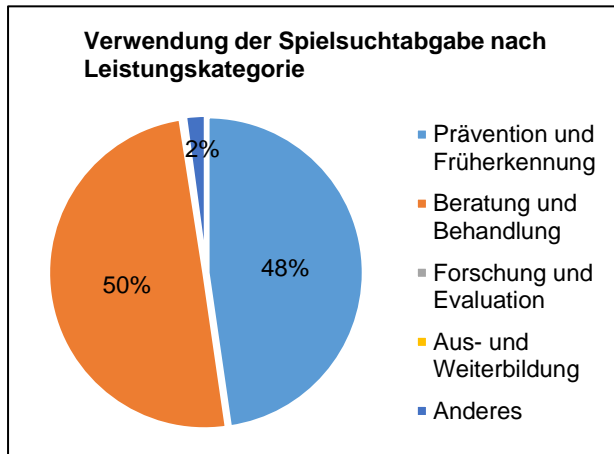
Kanton Zürich



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2015	564'904 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2016	610'000 CHF
Differenz	-45'096 CHF

Kontakt

Lic. iur. Peter Schärer
 Generalsekretariat
 Sicherheitsdirektion Kanton Zürich
 Neumühlequai 10
 Postfach
 8090 Zürich
 Telefon: 043 259 21 20
 Fax: 043 259 51 36
 E-Mail: peter.schaerer@ds.zh.ch



Erläuterung des Kantons Zürich über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das vom Regierungsrat des Kantons Zürich am 12. Januar 2011 genehmigte Konzept zur Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht, insbesondere Lotteriespielsucht im Kanton Zürich (RRB Nr. 36/2011), sieht den Betrieb eines Zentrums für Spielsucht und andere Verhaltensstörungen vor. Als Trägerin wurde Radix, Schweizer Kompetenzzentrum für Gesundheitsförderung und Prävention, Zürich, verpflichtet. Radix führt eine Abteilung Prävention, die sich mit allgemeinen Anfragen zum Thema Spielsucht, Kampagnen, Sensibilisierungsarbeiten sowie Schulungen zur Prävention und Früherkennung befasst, sowie eine Abteilung Behandlung, die Betroffene und ihr Umfeld berät und behandelt. Das Zentrum zeichnet sich in beiden Bereichen durch eine hohe Professionalität und Fachkompetenz aus. Das Zentrum erhält Beiträge aus dem Spielsuchtfonds.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2016	2'295'844 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	33'365 CHF
Zuweisung/Entnahme 2016	-45'096 CHF
Fondsbestand am 31.12.2016	2'284'113 CHF

Fondsmittel können auch eingesetzt werden, um Projekte zur Bekämpfung der Lotteriespielsucht zu finanzieren. 2016 wurde u.a. ein Beitrag für die Spielsuchtkampagne 2016 geleistet, eine Adaption der SOS-Kampagne "Wenn dein Spiel zur Sucht wird" von Sucht Schweiz, die von Zentral- und Ostschweizer Kantonen umgesetzt wurde. Dem Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Präventivmedizin der Universität Zürich (EBPI) wurde zudem für Begleitung und Kontrolle des Leistungsauftrags des Zentrums für Spielsucht ein Beitrag ausbezahlt.

Annexe

Catégories de prestations – définitions et exemples

Le formulaire de rapport prévoit cinq catégories de prestations auxquelles peuvent être attribuées les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu. Les définitions des catégories ci-après ainsi que la liste d'exemples (non exhaustive) vous aideront à affecter les montants à la bonne catégorie.

Catégorie 1 : prévention et détection précoce	
Définition	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui visent à prévenir les conséquences sociales néfastes de la consommation des jeux d'argent, en particulier le développement d'une addiction à ces derniers, ou à détecter de façon précoce un problème de jeux d'argent ou de dépendance à ceux-ci.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Campagnes et actions de sensibilisation ▪ Conception, élaboration et distribution de matériel de prévention ▪ Mise en place et exploitation de helplines gratuites (priorité : dépistage précoce/orientation vers des institutions de conseil et de traitement) ▪ Développement d'un concept (inter)cantonal de prévention
Catégorie 2 : conseil et traitement	
Définition	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui fournissent un traitement thérapeutique adapté aux personnes souffrant d'un problème de jeux d'argent ou d'une addiction à ceux-ci, favorisent leur intégration sociale ou font partie intégrante de leur suivi.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place et exploitation d'institutions spécialisées dans le conseil et le traitement de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions thérapeutiques (p. ex. cliniques psychiatriques), destinées à (co)financer des services de conseil et de traitement spécialisés dans la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions qui mettent en œuvre des mesures importantes pour accompagner les personnes traitées pour une dépendance aux jeux d'argent (p. ex. services de conseil en matière d'endettement), pour autant que les moyens mis à disposition soient exclusivement employés pour des tâches spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.
Catégorie 3 : recherche et évaluation	
Définition	Institutions et projets financés par la taxe sur la dépendance au jeu qui améliorent les connaissances scientifiques sur le phénomène d'addiction aux jeux d'argent, ou collectent des données permettant d'évaluer les mesures financées par ladite taxe.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etudes cantonales / intercantionales sur la prévalence ▪ Evaluation de campagnes
Catégorie 4 : formation et perfectionnement	
Définition	Mesures de formation et de perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui enseignent à des spécialistes ou à des bénévoles les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la prévention de la dépendance aux jeux d'argent et au traitement de cette addiction.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evénements de sensibilisation ou de formation des spécialistes et des acteurs-pivots (p. ex. conseillers en matière d'endettement, enseignants) ▪ Organisation et tenue de séminaires spécialisés et de congrès sur le thème de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Mesures visant à intégrer la thématique de la dépendance aux jeux d'argent dans différents cursus de formation
Catégorie 5 : autre	
Définition	Catégorie réunissant toutes les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui ne peuvent pas être affectées clairement à l'une des quatre autres catégories de prestations.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contributions à des prestataires externes qui n'ont pas encore été utilisées durant la période

	<p>couverte par le rapport.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou couvrant diverses formes de dépendance (p. ex. contribution à une structure de conseil en matière d'endettement, charges de coordination)
--	---